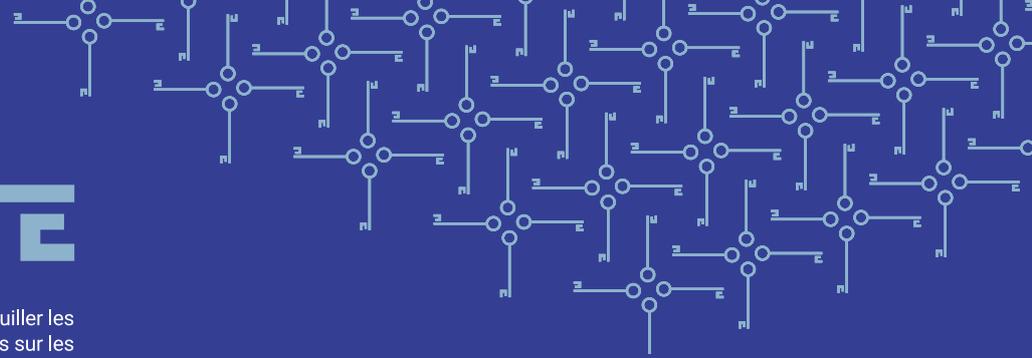




Opening Extractives

Déverrouiller les
données sur les
bénéficiaires effectifs



Note d'orientation

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété
des entreprises pour détecter et prévenir
la corruption

Mis en œuvre conjointement par l'ITIE et Open Ownership

Décembre 2022

EITI

Open
Ownership 

Publié par :

Le programme Opening Extractives | openingextractives@eiti.org

Opening Extractives est un ambitieux programme mondial visant à transformer l'accessibilité et l'utilisation des données relatives à la propriété effective pour une gouvernance efficace dans le secteur extractif.

Mis en œuvre par l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives et Open Ownership, Opening Extractives bénéficie du soutien de la fondation BHP, qui travaille à renforcer les normes de gouvernance et de transparence pour améliorer la qualité de vie de millions de citoyens vivant dans des pays riches en ressources.

Citation proposée :

Alanna Markle et Tymon Kiepe, 2022. *Qui est bénéficiaire ? Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption.*

Note d'orientation, ITIE et Open Ownership.

alanna@openownership.org | tymon@openownership.org

Contributrices :

Agustina De Luca, Gay Ordenes, Louise Russell-Prywata et Lucia Cirimello

Remerciements :

Directorio Legislativo

Bureau du Cadastre minier du Nigeria

Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP)

Centre de renseignement financier de la Zambie

Examinatrice :

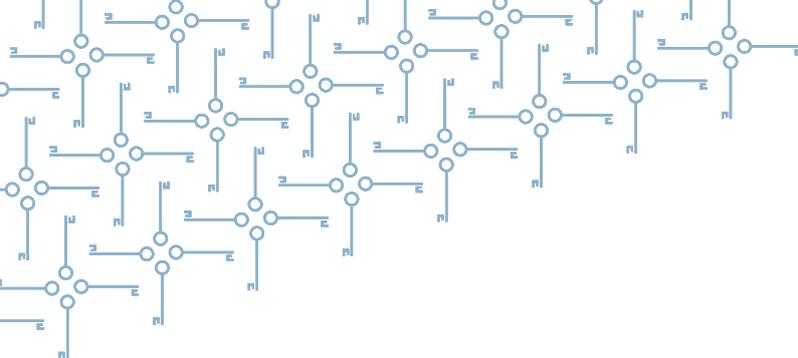
Alexandra Gillies, directrice, Global Anti-Corruption Consortium, OCCRP

Conception :

Alex Chilton Design

Table des matières

Aperçu	4
Les efforts mondiaux de lutte contre la corruption à l'aide de données sur la propriété effective	6
Accroître l'utilisation des données sur la propriété effective dans la lutte contre la corruption	8
Utiliser les données sur la propriété effective pour réduire la corruption	10
Mener des enquêtes sur la corruption, en suivant l'argent	10
Réduire les risques de corruption grâce à des prises de décisions	16
Analyser les données pour fournir des informations utiles sur la lutte contre la corruption et son impact	24
Conclusion et recommandations	30
1. Établir des registres qui répondent aux besoins des utilisateurs	30
2. Sensibiliser et renforcer les capacités en matière d'utilisation données	31
3. Investir dans l'innovation	33
4. Intégrer l'utilisation des données dans les processus existants et nouveaux	33
5. Renforcer la durabilité des réformes	34



Aperçu

Parallèlement aux incertitudes dues au ralentissement de la croissance économique, à l'évolution rapide des sociétés et aux perspectives environnementales et énergétiques changeantes, les tensions entre les sociétés et leurs gouvernements s'intensifient.¹ Dans ce contexte, une corruption politique et une kleptocratie profondément ancrées, facilitées par une propriété anonyme des entreprises, peuvent compromettre la gouvernance démocratique et entraver les efforts nationaux et internationaux visant à relever les défis majeurs auxquels les sociétés font face.

Les gouvernements et la société civile reconnaissent l'importance de la transparence de l'identité des personnes physiques qui possèdent et bénéficient des entreprises en dernier ressort – leurs propriétaires effectifs – pour résoudre ces problèmes. Plus de 120 juridictions se sont engagées à promulguer des réformes pour améliorer la visibilité de la propriété des entreprises, mais moins de la moitié d'entre elles ont mis en œuvre leurs engagements.² Faisant partie des secteurs les plus à risque en matière de corruption, le secteur extractif a largement été ciblé en matière de transparence de la propriété effective, sous la direction de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE).

La présente note montre les possibilités qu'offrent les données sur la propriété des entreprises pour s'attaquer à ceux qui cherchent à tirer profit de leur position à des fins personnelles, en illustrant comment les données sur la propriété effective ont contribué à prévenir et détecter la corruption, particulièrement lorsque ces données sont disponibles dans des registres publics. La note met l'accent sur la corruption politique ou la grande corruption et utilise les données issues de registres de bénéficiaires effectifs couvrant une multitude de juridictions, pour :

1. **Enquêter sur la corruption et suivre l'argent** : les entreprises dont l'identité des propriétaires est anonyme peuvent conduire une enquête sur la corruption dans une impasse, et les informations sur la propriété des entreprises peuvent aider les unités d'enquête financière, les autorités d'enquête et de poursuite, et les journalistes à dévoiler les conflits d'intérêts qui, sinon, resteraient dissimulés.
2. **Réduire les risques de corruption grâce à des prises de décisions éclairées** : l'accès à des informations sur les véritables propriétaires des entreprises peut faire ressortir des signaux d'alerte qui échappent à des contrôles plus superficiels, permettant ainsi de s'assurer que la visibilité des risques potentiels éclaire davantage les décisions en matière d'achats, d'octrois de licences et de contrôles préalables.

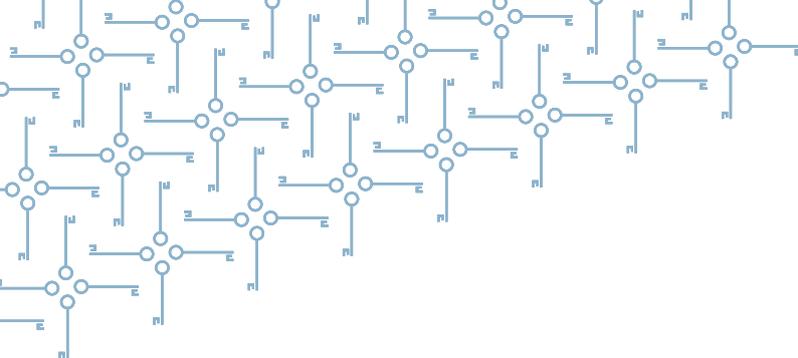
Plus de 120 juridictions se sont engagées à promulguer des réformes relativement à la propriété des entreprises, mais moins de la moitié d'entre elles ont mis en œuvre leurs engagements

3. **Analyser les données sur la base d'une approche innovante pour obtenir des informations utiles sur la lutte contre la corruption et en connaître l'impact** : les analyses utilisant des données sur la propriété effective permettent de mieux comprendre les tendances et les comportements qui pourraient relever de pratiques de corruption. Elles offrent aux autorités d'enquête et de poursuite, à la société civile et aux gouvernements de nouvelles informations sur la manière dont les acteurs corrompus s'orientent dans les systèmes financiers et économiques et les exploitent, et elles peuvent aider à lancer des enquêtes.

La détection de la corruption dans le secteur extractif peut soutenir certains des impératifs les plus urgents pour les gouvernements de pays riches en ressources, tels que des améliorations dans la gouvernance des ressources, le recouvrement des recettes nationales et la sécurité nationale. Les cas présentés dans cette note montrent que les données publiques sur la propriété effective peuvent jouer un rôle majeur dans la réduction de la corruption.

Pour réaliser ce potentiel, les gouvernements doivent travailler avec les entreprises, la société civile, les organes de normalisation et les organisations internationales afin d'établir des registres sur la propriété effective qui sont publics et durables et qui répondent aux besoins des utilisateurs. Des efforts sont également requis en vue d'investir dans l'innovation et de renforcer les capacités pour faciliter l'utilisation des données. L'incorporation de l'utilisation des données dans les processus existants et nouveaux – depuis les contrôles préalables des fournisseurs jusqu'aux politiques sur la transition énergétique et la gouvernance des minéraux critiques – renforcera considérablement la capacité de toutes les parties prenantes à suivre l'argent et à réduire les risques de corruption.

La détection de la corruption dans le secteur extractif peut soutenir certains des impératifs les plus urgents pour les gouvernements de pays riches en ressources



Les efforts mondiaux de lutte contre la corruption à l'aide de données sur la propriété effective

Les études de cas et les exemples contenus dans ce rapport proviennent d'un éventail de pays et montrent les possibilités qu'offre l'utilisation des données sur la propriété effective pour identifier les acteurs corrompus et engager leur responsabilité. Ils montrent également que les données sur la propriété effective peuvent contribuer à éclairer les décisions afin de réduire les risques de corruption, et illustrent la manière dont il est possible d'utiliser l'analyse des données pour formuler des politiques et des lois plus efficaces dans la lutte contre la corruption.



Royaume-Uni (R-U)

Accès plus efficace aux données permettant aux autorités d'enquête et de poursuite de comprendre les réseaux des entreprises



Législation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) renforcée, suite aux analyses de données sur la propriété effective dans 50 affaires de corruption



Argentine, Luxembourg et Espagne

Identification des bénéficiaires de produits provenant de la vente de six parcs éoliens en Argentine, d'un montant de 70 millions de dollars américains



Zambie

Extension des enquêtes sur les transactions douteuses en identifiant les liens existants entre des personnes physiques et morales



Utilisation des données sur la propriété effective pour assurer le contrôle préalable des clients dans le secteur des équipements miniers



LEGENDE



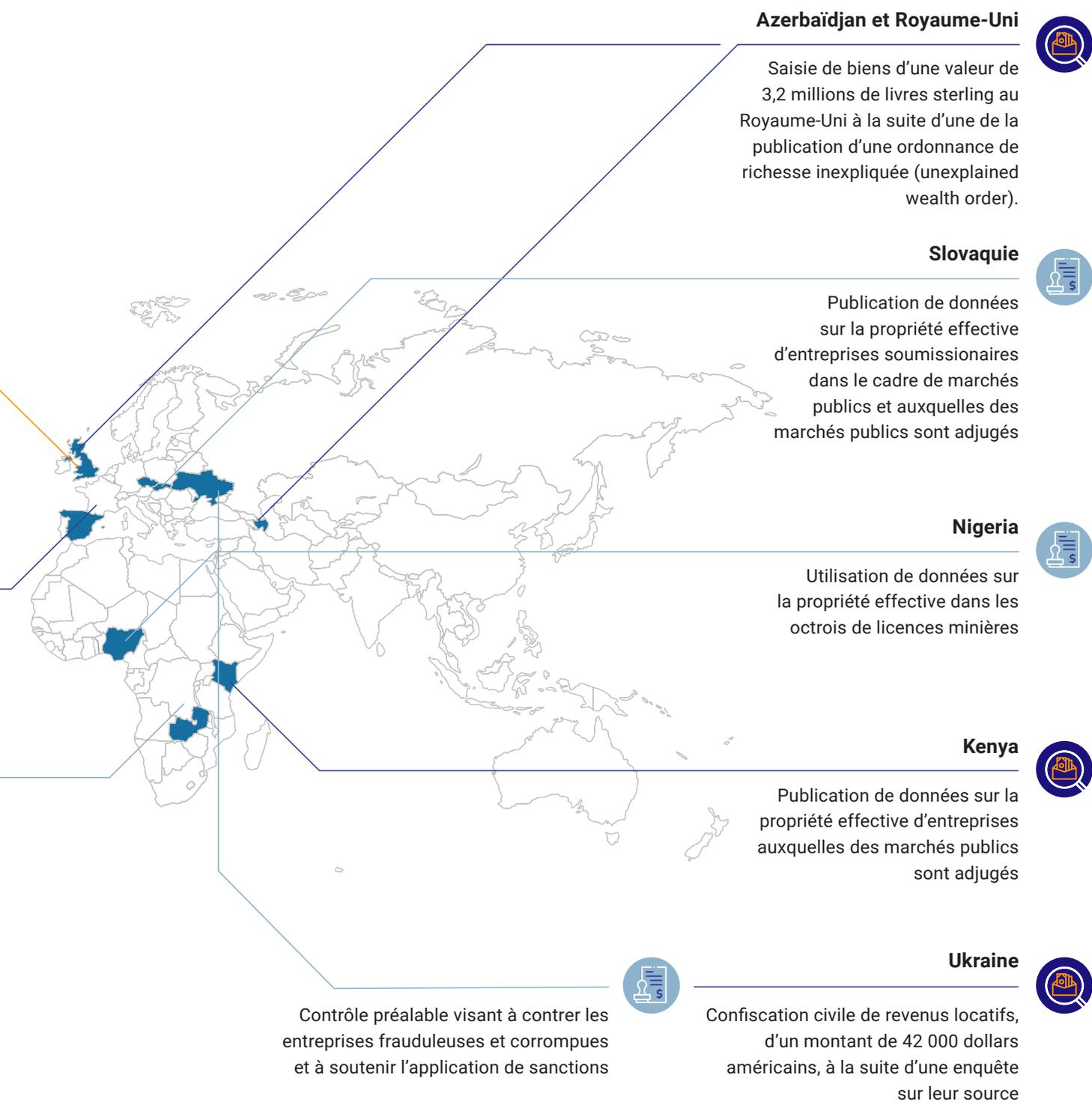
Enquêtes sur la corruption

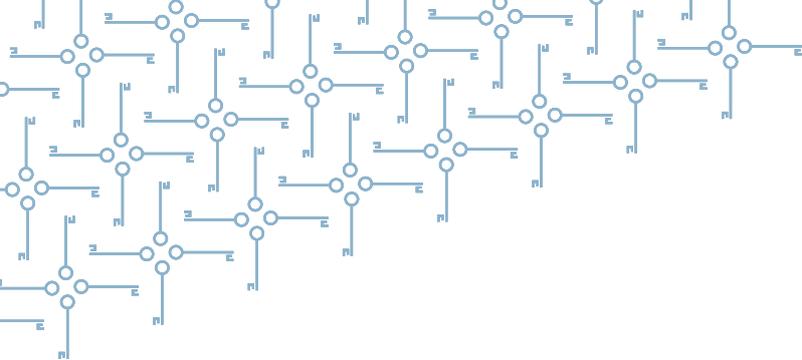


Prises de décisions éclairées pour réduire les risques de corruption



Analyses pour obtenir des informations utiles sur la lutte contre la corruption





Accroître l'utilisation des données sur la propriété effective dans la lutte contre la corruption

Selon les études de cas figurant dans ce rapport, cinq mesures ont été identifiées comme permettant d'augmenter le potentiel significatif de l'utilisation des données sur la propriété effective pour lutter contre la corruption.

1. Établir des registres qui répondent aux besoins des utilisateurs

- Les **gouvernements** doivent consulter les utilisateurs de données potentiels à propos de réformes spécifiques, y compris d'autres agences gouvernementales, des entreprises, des organisations de la société civile et le public.
- Les **gouvernements** doivent mettre en œuvre les engagements existants et générer des données utilisables.³
- Les **organes multilatéraux et les instances ayant pour mandat l'élaboration de normes** doivent rehausser les standards minimaux et soutenir les gouvernements dans la mise en œuvre des registres.
- Les **gouvernements** doivent s'assurer que suffisamment de données sont publiquement accessibles pour l'ensemble des utilisateurs de données potentiels, sans limitations injustifiées, dans un format conforme aux lois sur le respect de la vie privée et permettant d'utiliser les données.



Des journalistes en Arménie acquièrent des compétences, des outils et des méthodologies pour analyser et utiliser les divulgations sur la propriété effective

2. Sensibiliser et renforcer les capacités en matière d'utilisation des données

- Les **gouvernements et la société civile** doivent sensibiliser le public au potentiel d'utilisation des données sur la propriété effective et renforcer les capacités des unités d'enquête financière, des autorités d'enquête et de poursuite, des entreprises, des organisations de la société civile et des journalistes en matière d'utilisation des données, ceci de manière croisée avec d'autres ensembles de données.

3. Investir dans l'innovation

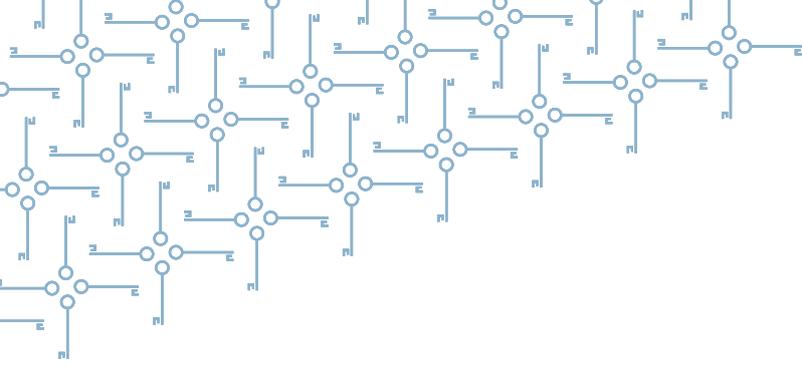
- Les **donateurs**, les **gouvernements** et les **entreprises** doivent soutenir les innovations dans l'utilisation des données sur la propriété effective pour faciliter leur intégration dans d'autres ensembles de données et encourager leur utilisation dans l'examen des affaires de corruption.

4. Intégrer l'utilisation des données dans les processus existants et nouveaux

- Les **entreprises** doivent intégrer l'utilisation des données sur la propriété effective provenant de registres centraux dans leurs processus existants de contrôle préalable et de gestion du risque, au travers de politiques solides pour approuver et prendre des décisions sur les partenaires commerciaux.
- Les **gouvernements** doivent établir une transparence dans les domaines politiques et les systèmes gouvernementaux existants et nouveaux. Des arguments qui ont fait leur preuve justifient par exemple l'adoption de la transparence de la propriété effective dans les politiques liées à la transition vers les énergies renouvelables ; au financement de la lutte contre le changement climatique ; à l'abandon progressif des combustibles fossiles ; et à la gouvernance des minéraux critiques.⁴

5. Renforcer la durabilité des réformes

- Les **bailleurs** doivent apporter des financements de démarrage pour l'établissement de registres et la conduite de recherches sur la transparence de la propriété effective.
- Les **gouvernements** doivent miser sur des systèmes numériques et des données structurées pour réduire leurs coûts opérationnels. Ils doivent mettre en œuvre des registres avec des modèles de financement qui ne limitent pas l'utilisation des données.
- Les **organisations internationales** doivent veiller à ce que l'appui technique comprenne le transfert de connaissances aux acteurs locaux.



Utiliser les données sur la propriété effective pour réduire la corruption

Les premiers registres centraux de la propriété effective n'ont été lancés qu'en 2015. Malgré leur courte histoire, les acteurs, depuis les militants locaux jusqu'aux enquêteurs dans les unités d'information financière, utilisent les données sur la propriété effective pour lutter contre la corruption.

En général, les données sur la propriété effective sont utilisées de trois manières : conduite d'enquêtes sur la corruption ; éclairage des décisions pour réduire les risques de corruption ; et utilisation d'analyses pour fournir des informations utiles sur la lutte contre la corruption. Chacune de ces utilisations est présentée ci-dessous. Dans de nombreux cas, la valeur des données sur la propriété effective dans la lutte contre la corruption provient de son croisement avec d'autres informations. L'innovation dans l'utilisation des données est essentielle pour étendre la portée des efforts qui sont déployés sur tous les fronts en matière de transparence et de redevabilité.

L'accès public aux données contenues dans les registres sur la propriété effective – pour le secteur extractif et l'économie dans son ensemble – maximise le potentiel d'impact de ces données en élargissant l'accès de tous les utilisateurs de données potentiels, depuis les autorités d'enquête et de poursuite étrangères jusqu'aux journalistes. L'accès public augmente les possibilités existantes d'établir des liens entre les informations sur la propriété effective provenant de différentes juridictions et d'autres sources de données pour mener des enquêtes et obtenir des informations utiles.



Mener des enquêtes sur la corruption, en suivant l'argent

Toutes les formes de corruption politique impliquent des abus de pouvoir à des fins personnelles et, en général, une forme de conflit d'intérêts pour les décideurs publics. Les investigations menées par les cellules de renseignement financier, les autorités d'enquête et de poursuite et les journalistes peuvent contribuer à dévoiler de tels conflits. Dans un grand nombre de ces enquêtes, les utilisateurs des données suivent l'argent en surveillant les transactions d'un compte bancaire à l'autre pour établir des liens entre les flux financiers et des personnes physiques, et en testant des approches novatrices axées sur les données dans le cadre de ce travail.⁵

Les informations sur l'identité des propriétaires d'entreprises peuvent éviter aux enquêteurs d'aboutir à une impasse. En 2018, par exemple, le Royaume-Uni a publié une ordonnance pour richesse injustifiée (« *unexplained wealth order* ») sur la base

d'éléments factuels provenant du registre britannique des bénéficiaires effectifs contre une personne politiquement exposée (PPE) originaire d'Azerbaïdjan.

Le registre a montré que l'épouse d'un fonctionnaire azerbaïdjanais – qui avait été incarcéré en 2016 pour le détournement de fonds publics de ce pays riche en ressources pétrolières – avait été la bénéficiaire effective d'une entreprise possédant un club de golf dont l'achat aurait été réalisé avec de l'argent blanchi.⁶ En décembre 2020, elle a perdu un recours devant la Cour suprême visant à annuler l'ordonnance de richesse inexplicite.⁷ Des biens d'une valeur de 3,2 millions de livres sterling ont été saisis dans l'attente de l'issue de la procédure de confiscation engagée par la National Crime Agency, l'autorité britannique d'enquête et de poursuite.⁸

Dans de telles affaires, les informations sur la propriété de l'entreprise constituent une composante essentielle pour identifier les liens existants entre différentes personnes physiques et morales. Les données sur la propriété effective sont d'autant plus utiles quand elles sont associées à d'autres informations telles que celles figurant dans les cadastres de biens immobiliers et d'autres registres. Par exemple, l'organisation médiatique indépendante d'enquête sur la corruption Bihus.info a mené une enquête au sujet d'un député ukrainien en combinant les données de registres ukrainiens sur les actifs et les bénéficiaires effectifs pour examiner la source de 1,2 million de hryvnias (environ 42 000 dollars américains) de revenus locatifs annuels que le député avait déclarés. L'organisation a découvert que les revenus déclarés provenaient probablement de produits de la corruption. La haute cour contre la corruption de l'Ukraine a également enquêté dans le cadre de cette affaire ; en 2021, elle a conclu que les revenus avaient été acquis de manière illégale et qu'ils devaient être soumis à une confiscation civile – la première fois que ce mécanisme était utilisé depuis son introduction en 2019 en Ukraine.⁹

Des sondages visant à recueillir les opinions des autorités d'enquête et de poursuite à propos des registres centraux des bénéficiaires effectifs soulignent le temps gagné lors de la conduite d'enquêtes grâce à la possibilité d'accéder efficacement aux informations sur la propriété effective depuis un registre central, plutôt que d'avoir à les demander à chaque entreprise couverte par l'enquête. Aux termes des entretiens menés avec huit autorités d'enquête et de poursuite trois ans après le lancement du registre public sur les bénéficiaires effectifs au Royaume-Uni, toutes les personnes interrogées avaient utilisé ce registre dans le cadre d'enquêtes pénales.

De plus, la majorité des autorités d'enquête et de poursuite ont indiqué que le registre avait eu des incidences positives sur leur travail : « L'introduction du registre [...] a permis d'obtenir les informations plus rapidement et plus facilement. Par conséquent, le processus d'identification et de renforcement de la compréhension des personnes physiques qui contrôlent les entités commerciales et les réseaux de sociétés dont elles font partie est devenu plus efficace ». ¹⁰

—

Les informations sur la propriété de l'entreprise constituent une composante essentielle pour identifier les liens existants entre différentes personnes physiques et morales

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

Note d'orientation

Les registres publics peuvent également offrir une alternative plus efficace que les procédures longues et coûteuses permettant de partager des informations à l'échelon international – par exemple, dans le cadre de demandes d'entraide judiciaire.¹¹ Parce que le produit de la corruption est souvent blanchi et investi dans des actifs situés en dehors du pays où la corruption a eu lieu, la coopération internationale et le partage des données sur la propriété effective sont essentiels. Le nouveau registre britannique sur les bénéficiaires effectifs d'entités à l'étranger possédant des biens au Royaume-Uni a par exemple été salué pour son utilité dans la lutte contre la corruption au Nigeria.¹² Quand les registres nationaux fournissent des données structurées et interopérables, il est possible d'associer les données sur la propriété effective directement à d'autres données, telles que des données sur les achats, ou à des données sur la propriété effective provenant d'autres registres pour améliorer la visibilité des structures d'entreprises transnationales. C'est ce que montre le registre d'Open Ownership, le premier registre transnational sur la propriété effective qui regroupe actuellement les données de quatre registres nationaux.¹³

Le registre d'Open Ownership est le premier registre transnational sur la propriété effective qui associe les données de quatre registres nationaux

L'utilisation des données sur la propriété effective par le Centre de renseignement financier de la Zambie dans le cadre d'enquêtes sur la corruption¹⁴

Pays-chef de file dans la région, la Zambie a lancé son registre des bénéficiaires effectifs au sein de l'Agence d'enregistrement des brevets et des entreprises (Patents and Companies Registration Agency – PACRA) en 2019. Depuis, le registre est devenu une source fréquemment consultée par les membres du personnel du Centre de renseignement financier (FIC) de la Zambie. Le FIC identifie les véritables propriétaires des entreprises en suivant l'argent dans le cadre de son processus de conduite d'analyses financières. Dans de nombreux cas, ces analyses diffèrent des informations divulguées au registre. Par exemple, il n'est pas rare que le FIC identifie des ressortissants étranger comme étant les véritables bénéficiaires effectifs alors que l'identité de ressortissants zambiens avait été déclarée ; des bénéficiaires effectifs alors que personne n'avait été déclaré ; ou d'autres bénéficiaires effectifs en plus de ceux déclarés au registre. Cela s'explique notamment par un faible niveau de conformité. Environ un tiers des entreprises ont divulgué des informations, ce que le gouvernement zambien tente actuellement d'améliorer par des modifications de la législation et des actions de sensibilisation.

Toutefois, « le registre est essentiel », selon le FIC. Des enquêtes peuvent être lancées à la suite de des signalements de transactions douteuses. « Il peut s'agir de pots-de-vin, donc nous travaillons en amont en contrôlant le registre ». Quand le FIC identifie des bénéficiaires effectifs différents de ceux qui sont inscrits au registre, cela constitue un signal d'alerte qui justifie une enquête complémentaire.

> suite page 13

Parallèlement aux informations concernant les parties prenantes et les directeurs, les déclarations sur la propriété effective confèrent une dimension supplémentaire en matière d'identification des liens existants entre des personnes physiques et morales, ce qui génère des pistes et aide à orienter et élargir la portée de l'enquête. « Dans notre travail quotidien, le registre des bénéficiaires effectifs est très important, car il nous aide à établir le champ d'application », a déclaré un analyste du FIC. « Une fois qu'une personne physique est identifiée en tant que bénéficiaire effectif d'une entité et que l'on compare son nom avec les informations du registre, il est possible de voir un plus grand nombre d'entreprises associées à cette même personne physique [...] On peut consulter les informations d'une entreprise sans savoir qu'il y a d'autres entreprises, et l'analyse financière doit s'étendre », a-t-il ajouté. « Il faut cibler ces entités et examiner chaque contrat que le gouvernement leur a adjugé [...] A l'échelle d'un pays, cela permet de comprendre ce que vous pourriez avoir perdu ».

Bien que le FIC mène son propre processus de contrôle des informations, il a salué les efforts déployés par la PACRA en vue d'améliorer la précision des informations figurant dans le registre central des bénéficiaires effectifs et de recueillir davantage d'informations sur les entreprises étrangères, car le FIC pense que cela lui permettra probablement de gagner du temps – un atout précieux dans les enquêtes.



Le gouvernement zambien renforce actuellement son système de divulgation avec l'appui d'Opening Extractives.

Les données sur la propriété effective sont également utilisées par les journalistes dans leurs enquêtes. L'Organized Crime and Corruption Reporting Project (Projet de rapports sur le crime organisé et la corruption – OCCRP) a établi une plateforme de données innovante appelée « Aleph » pour aider les journalistes à suivre l'argent en bénéficiant de « données détaillées sur les personnes d'intérêt, les entreprises, les transactions financières, etc. ».¹⁵

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

La plateforme Aleph privilégie les ensembles de données qui aident les utilisateurs à surveiller les actifs et la propriété des entreprises, souvent outre-frontière. Elle contient des données provenant de plus de 50 registres d'entreprises, y compris des registres centraux de bénéficiaires effectifs, et elle permet aux journalistes de contextualiser les informations qu'ils obtiennent sur des personnes physiques, des entreprises ou des actifs d'intérêt. Cela peut aider à identifier des pistes susceptibles de dévoiler des cas de corruption.

Par exemple, quand des journalistes obtiennent des informations sur les comptes bancaires ou les biens possédés par une entreprise, ils peuvent utiliser la plateforme Aleph pour consulter les noms des entreprises indiquées comme étant les propriétaires des documents et des sources, y compris les données sur les registres de bénéficiaires effectifs, et trouver le propriétaire enregistré, puis comparer ces informations avec celles contenues dans d'autres bases de données telles que des registres de biens et des listes de PPE. Les relations dans les données ne permettent pas d'établir un acte répréhensible, mais elles peuvent donner des pistes qui méritent d'être examinées. Par exemple, quand l'étendue du patrimoine d'un fonctionnaire est disproportionnée par rapport à ses revenus officiels, cela peut être un signe de corruption.¹⁶

—

La base de données Aleph comprend des données provenant de plus de 50 registres d'entreprises et registres de bénéficiaires effectifs, ce qui permet aux journalistes d'identifier des pistes susceptibles de dévoiler des cas de corruption

Le registre public du Luxembourg utilisé par des journalistes pour enquêter sur de possibles actes de corruption impliquant des parcs éoliens argentins¹⁷

Depuis 2018, les autorités d'enquête et de poursuite enquêtent sur Gianfranco Macri, le frère de l'ancien président argentin Mauricio Macri, et sur au moins un fonctionnaire de son gouvernement, concernant des transactions qui seraient frauduleuses dans le cadre de l'achat et de la vente de six parcs éoliens. Selon l'OCCRP, les transactions « auraient rapporté à l'ancien président et sa famille environ 70 millions de dollars américains ». Les données du registre public luxembourgeois des bénéficiaires effectifs ont considérablement contribué à faire avancer cette enquête en cours.¹⁸

En 2021, l'OCCRP et le journal argentin La Nación ont publié un article révélant que Gianfranco Macri était inscrit en tant que bénéficiaire effectif d'une entreprise enregistrée au Luxembourg, Lares Corporation S.A. SPF. L'un des journalistes menant l'enquête a trouvé le nom en examinant une liste de ressortissants argentins qui étaient enregistrés en tant que bénéficiaires effectifs dans les données sur la propriété effective du Luxembourg. Après avoir trouvé ce lien, l'équipe a découvert que Lares Corporation faisait partie d'une chaîne d'entités enregistrées en Argentine, au Luxembourg et en Espagne qui avaient été utilisées pour acheter et vendre des parcs éoliens au cours de la présidence de Mauricio Macri.

> suite page 15

Selon l'article de l'OCCRP, l'organe de presse argentin Perfil avait déjà divulgué l'utilisation d'une entreprise de construction associée à la famille Macri et possédée par une entreprise luxembourgeoise, Rainbow Finance, dans les transactions liées aux parcs éoliens, mais ni les journalistes ni les autorités d'enquête et de poursuite n'avaient pu établir de liens entre Rainbow Finance et la famille Macri. Ce lien était Lares Corporation, qui avait investi dans Rainbow Finance. L'article cite une source proche de l'enquête officielle : « Alors que l'enquête piétinait, la découverte de la nouvelle entreprise luxembourgeoise pourrait être un élément de preuve clé pour comprendre la manière dont la famille Macri avait bénéficié de ces transactions.¹⁹

En réponse à un rapport médiatique, un porte-parole de la famille a confirmé que cette dernière avait utilisé Lares Corporation pour investir dans des énergies renouvelables et que Lares avait investi dans les parcs éoliens par le biais de Rainbow Finance, mais que celle-ci était « un fonds d'investissement commun », déclarant que les investissements réalisés par Gianfranco Macri avaient été limités. Le porte-parole a également indiqué que Lares Corporation avait été dûment déclarée en Argentine.

Lares Corporation S.A. SPF dans le registre luxembourgeois des bénéficiaires effectifs

The screenshot shows the RBE (Register of Beneficial Owners) website interface. At the top, there is a search bar and a navigation menu. The main content area displays details for 'LARES CORPORATION S.A. SPF' with ID 'B210512'. The information includes:

- Trade name(s) or trading name(s):** LARES CORPORATION S.A. SPF
- Registered office:** 34, Avenue Marie Thérèse, L - 2132 Luxembourg
- Legal form:** Société anonyme, Société de gestion de patrimoine familial
- NACE code (information updated monthly):** 64.305 Private Asset Management Company
- Date of the last declaration:** 03/07/2019
- Beneficial owners:** A table with columns for Name, first name(s), Date and place of birth, Nationality(ies), Country of residence, and Nature of interest (scope). The table shows one entry for 'Actions (100%)'.

On the right side, there is an 'Available services' section with a button to 'Order an RBE extract'.

Source : www.lbr.lu/mjrcs-rbe, 13 octobre 2022

A la suite de la publication de cet article, les journalistes argentins ont soumis la documentation de leur découverte au juge en charge de l'affaire et ont témoigné au tribunal. Le juge a envoyé une demande officielle d'information²⁰ au Luxembourg et à l'Espagne, sur la base de la soumission de cette nouvelle preuve.

> suite page 16

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

Un journaliste ayant travaillé sur cet article a indiqué que c'est grâce à l'accessibilité des informations sur Lares Corporation dans le registre public du Luxembourg qu'il avait été possible de le rédiger. Bien que la possibilité d'effectuer des recherches par nom de bénéficiaire parmi les données du projet OpenLux ait joué un rôle essentiel dans l'établissement du lien entre Gianfranco Macri et Lares Corporation, l'OCCRP et Le Monde ont dû télécharger et restructurer les millions d'entrées de données contenues dans le registre.

Cette étude de cas a été écrite avant que la Cour de justice de l'Union européenne ne rende son arrêt le 22 novembre 2022 relativement aux affaires conjointes C-37/20 et C-601/20. À la suite de l'arrêt, « l'accès au site Internet du registre des bénéficiaires effectifs est temporairement suspendu ».²¹



Réduire les risques de corruption grâce à des prises de décisions éclairées

Chaque jour, les gouvernements et les entreprises prennent des décisions pour déterminer la manière d'affecter leurs ressources, avec qui faire des affaires et où ne pas investir. Si les informations sur la propriété effective sont confiées à ceux qui assument des responsabilités en matière de vérification préalable, cela peut aider à découvrir des liens douteux, des cas de corruption et des conflits d'intérêts qui échappent à d'autres contrôles réguliers.

Exécution d'achats propres

Les informations sur la propriété effective sont utilisées dans les processus d'achat des gouvernements pour contribuer à identifier qui est derrière les entreprises que les juridictions sélectionnent pour fournir des biens, des travaux et des services. Les pouvoirs adjudicateurs utilisent les données sur la propriété effective pour identifier les conflits d'intérêts susceptibles de se présenter lorsqu'il existe des liens entre des entreprises répondant à des appels d'offres et des personnes entretenant des relations politiques. Ces données offrent l'avantage supplémentaire de permettre d'identifier les signes de fraude tels que des soumissions concertées.²²

Dans le secteur extractif, les fournisseurs de biens et de services, depuis les grandes multinationales jusqu'aux petites entreprises locales, mènent des activités qui représentent plusieurs milliards de dollars pour les entreprises, les entreprises d'État et les gouvernements. Les contrats de fourniture représentent un canal majeur pour les bénéfices économiques locaux provenant des activités d'extraction, mais ils posent également un grave risque de corruption : un examen portant sur plus de 40 affaires de corruption dans le secteur extractif a montré que les fournisseurs étaient impliqués dans des abus dans au moins 29

pays sur cinq continents.²³ La transparence des achats améliore la supervision des fournisseurs et la publication des données sur la propriété effective peut contribuer à garantir que les contrats d'achat locaux soient adjugés de manière équitable.

La publication des données sur la propriété des entreprises qui ont soumissionné dans le cadre d'appels d'offres et auxquelles des gouvernements ont adjugé des contrats renforce encore la transparence et peut avoir un effet dissuasif.²⁴ Selon une étude de la Banque mondiale reposant sur les données de 88 pays en développement, une transparence accrue des marchés publics a permis d'augmenter le nombre d'entreprises participant aux marchés des achats et de réduire les pots-de-vin versés aux fonctionnaires, ainsi que d'accroître la participation des petites entreprises disposant de moins de ressources pour face à des systèmes corrompus.²⁵ La publication des données sur la propriété effective des entreprises soumissionnant pour des marchés publics ou auxquelles des contrats publics sont adjugés est une approche qu'adoptent diverses juridictions, telles que le Kenya et la Slovaquie.²⁶

L'Union européenne (UE) a utilisé ARACHNE, un « outil informatique intégré pour l'extraction de données et l'enrichissement de données » en vue de mener le processus de vérification préalable pour son Fonds social et son Fonds de développement régional.²⁷ ARACHNE utilise les informations sur la propriété effective parallèlement à d'autres informations d'entreprises pour « identifier, sur la base d'un ensemble d'indicateurs de risques, les projets, les bénéficiaires, les contrats et les entrepreneurs qui pourraient être exposés à des risques de fraude, de conflit d'intérêts et d'irrégularités ». ²⁸ La mise en œuvre d'ARACHNE précède celle des registres centraux de nombreux États membres de l'UE, et elle utilise un ensemble de données commerciales sur la propriété effective.

Renforcement de la gouvernance des licences extractives

La concurrence qui se joue pour obtenir des licences d'exploration et de production dans le secteur extractif encourage la corruption. Les entreprises peuvent chercher à bénéficier d'avantages indus en utilisant des pots-de-vin ou la collusion, et les décideurs gouvernementaux peuvent tirer parti de leur pouvoir à des fins financières personnelles.²⁹ Les fonctionnaires chargés des décisions en matière d'octroi de licences peuvent exploiter les informations sur la propriété effective de diverses manières.

Ces informations peuvent orienter les décisions – par exemple, établir s'il faut refuser d'octroyer des licences, en révoquer ou refuser d'en renouveler – dans les cas où des informations montrent des signes de corruption potentielle tels que des conflits d'intérêts et des pots-de-vin. Elles peuvent également aider à identifier des violations aux règles de conformité ou des fraudes – par exemple, si plusieurs entreprises possédées par les mêmes personnes conspirent pour faire baisser les prix de concessions pétrolières et gazières.

—

Les données des 88 pays ont montré qu'une transparence accrue des marchés publics a permis d'augmenter la participation des petites entreprises

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

De plus, les données sur la propriété effective pourraient contribuer à déceler des conflits d'intérêts dans l'analyse des évaluations de l'impact environnemental de projets extractifs – des conditions préalables pour la délivrance de licences. Dans certains cas, les informations provenant du registre national des bénéficiaires effectifs peuvent suffire pour établir l'existence possible de conflits d'intérêts. Dans d'autres situations, telles que celle de l'étude de cas en Argentine présentée ci-dessus, les enquêtes bénéficient d'analyses croisées avec les données d'autres juridictions. Cela n'est possible que si les données sur les bénéficiaires effectifs sont accessibles au public.

L'ITIE a été un moteur clé de la transparence dans le secteur extractif. L'Exigence 2.5 de la Norme ITIE 2019 recommande que « les pays mettant en œuvre l'ITIE tiennent un registre public des bénéficiaires effectifs des entreprises qui font une demande de licence ou de contrat pétrolier, gazier ou minier, de production ou d'exploration, ou y détiennent une participation directe, incluant l'identité de leurs bénéficiaires effectifs, leur degré de participation, et les modalités d'exercice de cette participation ou du contrôle desdites entreprises ». ³⁰ Reconnaisant les risques de corruption, l'Exigence note également que la définition d'un bénéficiaire effectif doit préciser les obligations de déclaration pour les PPE.

Utilisation de données sur la propriété effective dans les décisions en matière d'octroi de licences minières au Nigeria³¹

L'Office nigérian du Cadastre minier (MCO) est chargé de l'administration et de la gestion des concessions pour l'extraction d'environ 44 minéraux, conformément à la loi nigériane et aux principes de l'agence, y compris la transparence.

En juillet 2019, le MCO a décidé que la soumission d'une déclaration complète de la propriété effective était une condition préalable pour les nouvelles demandes et les renouvellements de licences. Le MCO utilise les données pour décider s'il convient ou non d'octroyer de nouvelles licences à des entreprises spécifiques, ce qui lui permet d'améliorer la réglementation des octrois de licences et de la mobilisation des revenus. Le personnel utilise également les données sur la propriété pour identifier d'anciens titulaires de concessions minérales qui cherchent à éviter de payer des dettes en souffrance en abandonnant leurs anciennes licences et en demandant de nouvelles au travers d'entreprises nouvelles.

S'il est constaté que des détenteurs de licences minières figurant dans les déclarations d'entreprises qui demandent de nouvelles licences détiennent des participations dans des entreprises qui n'ont pas payé des frais de service annuels par le passé, ces détenteurs doivent rembourser leurs dettes, sans quoi leur nouvelle demande sera refusée.

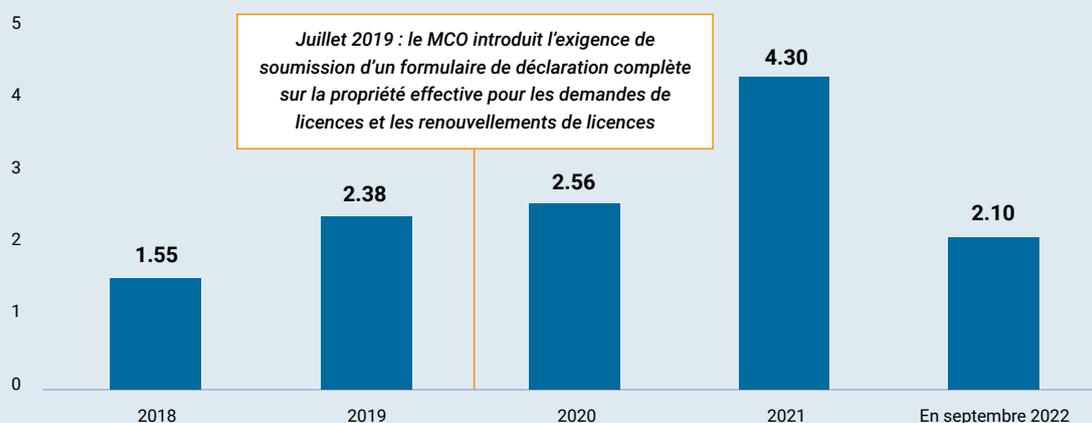
> suite page 19



Entre 2019 et 2021, 15 483 demandes ont été refusées et 4 997 ont été révoquées et, au premier trimestre de 2022, il y avait plus de 6 500 concessions actives. Bien que le MCO ait adopté d'autres réformes applicables au processus d'examen des demandes parallèlement à l'exigence de soumission de données sur la propriété effective, le personnel de direction a indiqué lors d'un entretien que « notre profil de revenus a considérablement augmenté en utilisant les données sur la propriété effective ». En 2021, les revenus générés par le MCO ont atteint des niveaux records – 4,3 milliards de nairas (environ 9,8 millions de dollars américains), soit plus du double des revenus enregistrés en 2018.

Génération de revenus par le MCO (de 2018 à septembre 2022)

Nairas nigériens (en millions)



> suite page 20

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

Le partage des données et la coopération avec d'autres agences gouvernementales constituent une composante clé de l'approche du MCO. Selon le personnel du MCO, au cours des prochains mois et des prochaines années, « le plus important pour nous sera d'établir des liens » afin que toutes les agences gouvernementales ayant besoin de données sur la propriété effective et d'autres informations sur les licences minières puissent y accéder.

Le lancement en novembre 2022 d'un nouveau système électronique de cadastre minier (EMC+) marque une étape clé sur ce parcours. L'objectif est que ce système soit partagé entre les pays de la région de l'Afrique de l'Ouest. Tandis que le Nigeria renforce son écosystème de données sur la propriété effective, le MCO assume un rôle majeur en tant que fournisseur de données. Les déclarations du MCO sur la propriété effective figurent sur un formulaire qui a été conçu pour correspondre au portail de données sur la propriété effective de l'ITIE Nigeria dans le secteur des minéraux solides et les données sur la propriété effective regroupées dans le cadre du processus d'octroi de licences du MCO sont utilisées pour mettre à jour le registre de l'ITIE Nigeria.

Suite au lancement du portail EMC+, il y aura également un fournisseur de données pour la Commission des affaires d'entreprise (CAC) du Nigeria, qui héberge le nouveau registre couvrant l'ensemble de l'économie du pays. Par ailleurs, le MCO collabore de près avec les organes d'enquête et d'application des lois, dont l'Unité de renseignement financier et la Commission des crimes économiques et financiers du Nigeria. Ces entités peuvent obtenir auprès du MCO des informations sur la propriété effective ainsi que d'autres informations sur les demandeurs et les détenteurs de licences minières dans le cadre d'enquêtes, notamment sur des affaires de corruption.

Des approches fondées sur les données pour une diligence raisonnable efficace des entreprises

Les données sur la propriété effective sont utilisées par des entités soumises à des obligations de lutte contre le blanchiment d'argent, telles que les banques et d'autres entreprises, dans le cadre de leurs contrôles obligatoires d'identification de la clientèle (« Know Your Customer »). Ces contrôles utilisent des données provenant de registres de bénéficiaires effectifs ou de fournisseurs de données, qui eux-mêmes s'appuient sur des registres.³² Un grand nombre de fournisseurs de données sur la propriété effective ont lancé des approches axées sur les données en matière de processus de contrôle préalable et les ont intégrées dans des solutions logicielles pour les banques et d'autres entreprises, parfois appelées le « secteur des technologies de réglementation » (« RegTech sector »). Les institutions soumises aux règles de lutte contre le blanchiment d'argent apportent souvent une contribution majeure pour déceler des transactions susceptibles de résulter du produit de la corruption. Leur accès à des données solides est essentiel pour assurer la réussite des politiques de lutte contre le blanchiment d'argent et stimuler l'innovation dans l'utilisation des données sur la propriété effective, de manière à apporter un appui plus global à la lutte contre la corruption.

Les données sur la propriété effective sont également utilisées par les entreprises d'État et privées pour leurs processus d'identification préalable de la clientèle, des fournisseurs, des vendeurs et des partenaires commerciaux avec lesquels une entreprise décide de s'engager. Par exemple, Petrobras, une entreprise d'État pétrolière au Brésil, exige désormais des fournisseurs, des clients, des entreprises parrainées, des partenaires et d'autres contreparties qu'ils déclarent l'identité de leurs bénéficiaires en dernier ressort.³³ Les principales sources d'informations privées utilisées par les entreprises dans leurs processus de vérification préalable intègrent des informations sur la propriété qui proviennent directement de registres des bénéficiaires effectifs et qui en dépendent.

Dans une enquête menée par Open Ownership sur l'utilisation de telles données par les entreprises privées, les entreprises minières et d'extraction de minéraux ont toutes indiqué que les informations sur la propriété étaient « un peu » à « très » importantes pour réaliser des évaluations régulières des processus de lutte contre la corruption ou de conformité.³⁴ S'agissant des entreprises de manufacture de composants électroniques, d'exploitation minière et d'extraction de minéraux, ces données sont pertinentes pour se conformer à la législation – par exemple, la Loi américaine sur la corruption dans les transactions à l'étranger (United States Foreign Corrupt Practices Act) et la Loi britannique sur les pots-de-vin (UK Bribery Act) – et aux réglementations sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Ces données sont d'autant plus importantes dans les contextes où les risques de corruption et de pots-de-vin sont perçus comme plus répandus.

Les institutions
soumises
aux règles de
lutte contre le
blanchiment
d'argent apportent
souvent une
contribution
majeure pour
détecter des
transactions
susceptibles de
résulter du produit
de la corruption

Utilisation des données sur la propriété effective pour identifier des signaux d'alarme dans le cadre des processus d'identification préalable de la clientèle³⁵

L'équipe de développement commercial d'un fabricant international d'équipements minières en Zambie a régulièrement utilisé les informations sur la propriété effective pour mener des processus d'identification préalable de la clientèle à l'encontre d'entreprises minières artisanales qui cherchent à acheter des équipements, ainsi que des contrôles visant à établir l'existence éventuelle de corruption. Un ancien responsable au sein de la manufacture a décrit l'utilisation quotidienne des données provenant de l'ITIE Zambie sur les licences minières ainsi que des informations des entreprises provenant de la PACRA pour rechercher des signaux d'alerte tels que l'utilisation potentielle de sociétés-écrans ou le non-respect des réglementations sur les licences minières. Dans les cas où des contrôles préalables ont signalé des alertes, l'équipe a immédiatement mis fin au processus, afin d'éviter d'entacher sa réputation ou d'engager sa responsabilité juridique.

> suite page 22

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

Le fabricant a refusé de soumettre des devis à des entreprises dans les cas où il découvrait des données indiquant que ses actionnaires et ses bénéficiaires effectifs avaient des affiliations politiques. De telles découvertes justifiaient une cessation immédiate des affaires pour éviter d'être complice de corruption. Le fabricant a également refusé de soumettre des devis s'il décelait des signes d'utilisation de sociétés-écrans.

La personne interrogée a indiqué que, dans un cas, « nous avons découvert, grâce à la liste de licences [de l'ITIE Zambie], l'existence d'une personne physique détenant plus de 300 licences d'exploration et d'exploitation minière artisanale en Zambie au travers de différentes entreprises [...] cela n'avait pas été décelé par la commission minière. Cela nous pose un problème ». Au vu des efforts qui semblent avoir été déployés pour dissimuler la propriété par le biais de structures-écrans, le fabricant n'a pas soumis de devis. Dans un autre cas, il n'a pas non plus soumis de devis, car le bénéficiaire effectif indiqué en tant que client potentiel semblait être une société écran dont les coordonnées étaient « aberrantes », notamment une fausse adresse électronique et une adresse physique qui, à la suite d'une visite, s'est avérée se situer au milieu d'un champ.

Bien que l'entreprise concernée soit active dans plusieurs pays, y compris le Burkina Faso et la République démocratique du Congo (RDC), il a seulement été possible de mener les contrôles préalables habituels avec les données sur la propriété en Zambie. Dans les autres pays, aucune information numérique n'était disponible et les coûts d'extraction en personne de dossiers non numériques étaient prohibitifs. Toutefois, l'équipe n'a pas rencontré de difficultés dans l'utilisation des données de la PACRA.

Du fait de la nécessité de payer pour chaque enregistrement, l'entreprise n'a contrôlé les informations sur la propriété effective qu'environ 10 à 20 % du temps, alors qu'elle l'aurait fait systématiquement si l'utilisation des données avait été gratuite. Par ailleurs, le responsable a indiqué que des contrôles complémentaires des informations de base telles que les adresses physiques étaient nécessaires.

De plus, l'entreprise aurait bénéficié d'une plus grande intégration des informations entre les données sur les licences et les données de la PACRA, ce qui aurait également permis aux autorités d'avoir une « vue globale de l'origine de l'argent ». La réalisation d'une telle intégration nécessiterait des données sur la propriété effective qui sont structurées et interopérables afin d'être mises à disposition en masse. Cela pourrait inclure l'établissement de liens entre les données sur des comptes bancaires associés à des entreprises ou à des licences pour établir le nombre d'entreprises utilisant un seul compte. Par ailleurs, les informations intégrées pourraient comprendre le niveau de conformité aux réglementations telles que celles sur la déclaration des actionnaires et des bénéficiaires effectifs et la soumission des déclarations de revenus.

Une affaire de corruption récente impliquant Glencore, une entreprise d'exploitation de ressources diverses, illustre l'impact potentiel du manquement d'une entreprise à mener un processus efficace de vérification préalable de tiers. En juin 2022, l'entreprise a plaidé coupable pour des actes de corruption dans le cadre d'activités pétrolières en Afrique, notamment au travers d'agents et de tiers.³⁶ Selon des acteurs de la société civile, l'une des solutions consiste à ce que Glencore mette en œuvre un système de vérification préalable de tiers qui sonnerait l'alerte en cas de risques de corruption manifestes. D'autres mesures pertinentes comprennent le contrôle de la propriété effective des agents pour vérifier s'il y figure des PPE ayant des conflits d'intérêts ou de personnes physiques ou morales inculpées ou pour lesquelles des éléments crédibles indiquent qu'elles ont été impliquées dans des infractions de corruption.³⁷

Dans le cadre de ses réformes récentes en matière de lutte contre la corruption, Glencore a démarré la divulgation volontaire des bénéficiaires effectifs de ses partenaires de coentreprise et de ses agents – en particulier les tiers à haut risque.³⁸ L'édition 2021 du rapport d'éthique et de conformité de Glencore dispose que les procédures de l'entreprise exigent qu'elle obtienne des informations sur la propriété effective et qu'elle « ne s'associe pas et ne conclut aucun contrat avec des partenaires commerciaux pour lesquels il a été évalué qu'ils présentaient un risque élevé de corruption et qui refusent d'identifier leurs bénéficiaires effectifs, à moins que des mesures d'atténuation appropriées soient mises en œuvre pour réduire le risque de corruption ». ³⁹

Croisement des informations sur la propriété effective avec d'autres données sur une plateforme de contrôle préalable pour déceler des partenaires commerciaux potentiellement corrompus⁴⁰

Une entreprise ukrainienne appelée YouControl a utilisé les données du registre des bénéficiaires effectifs du pays pour établir son « système analytique en matière de conformité, d'analyse du marché, de veille stratégique et d'enquêtes ». En Ukraine, la lutte contre la corruption a été au cœur d'une série de réformes qui ont fait suite à la Révolution de la dignité de 2014, y compris l'établissement du premier registre public des bénéficiaires effectifs au monde.⁴¹ YouControl recueille, regroupe et analyse les données provenant de 180 sources crédibles – dont le registre de l'Ukraine – pour présenter des profils complets sur les entreprises, notamment des informations qui devraient permettre de signaler des alertes telles que le non-paiement d'impôts ou des poursuites judiciaires en cours.

Les études de cas figurant sur le site Internet de YouControl sont des exemples d'entreprises qui n'ont pas noué de relations commerciales avec des tiers ayant commis une fraude et détourné des fonds publics, évitant ainsi le risque de devenir complices du blanchiment du produit de ces infractions.⁴²

> suite page 22

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

Des clients ont également signalé des irrégularités aux autorités. YouControl propose une plateforme prometteuse et innovante qui illustre l'utilisation possible des registres de bénéficiaires effectifs par des tiers s'ils sont accessibles au public et ouverts et si leur utilisation est gratuite.

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'entreprise a développé un nouvel outil appelé RuAssets, qui permet aux entreprises de contrôler l'existence de liens avec des PPE et des personnes physiques placées sur les listes de sanctions originaires de Biélorussie, du Kazakhstan, de Russie et d'Ukraine. Cet outil utilise les informations sur la propriété effective pour aider à établir des liens entre des entreprises et des personnes physiques. Bien que son objectif principal consiste à faciliter le respect des sanctions, il est possible de l'utiliser pour faire ressortir des conflits d'intérêts potentiels et d'autres signaux d'alerte en termes de corruption.



Analyser des données pour fournir des informations utiles sur la lutte contre la corruption et son impact

Les informations sur la propriété effective peuvent être utilisées pour déceler des tendances pertinentes dans l'identification de risques de corruption et pour évaluer l'efficacité des politiques de lutte contre la corruption. Les autorités d'enquête et de poursuite, la société civile, les gouvernements et d'autres acteurs peuvent analyser les données afin de mieux comprendre les tendances et les comportements qui peuvent indiquer l'existence éventuelle de corruption. Une telle analyse peut apporter un éclairage nouveau sur la manière dont les acteurs corrompus s'orientent dans les systèmes financiers et économiques et les exploitent, et donner lieu à des enquêtes proactives. Le plein potentiel des données sur la propriété effective demeure encore inexploité et elles présentent un important potentiel en termes d'intégration dans d'autres ensembles de données pour orienter la formulation de politiques de lutte contre la corruption et faire ressortir l'existence de risques systémiques.

Les informations sur la propriété aident déjà les chercheurs à évaluer leur impact dans un éventail d'aspects politiques, y compris le recouvrement des recettes nationales. Par exemple, selon une étude récente reposant sur des données concernant la propriété effective,⁴³ la mise en œuvre de la Norme commune de déclaration – qui promeut la transparence fiscale au travers de l'échange automatique d'informations de comptabilité financière entre plusieurs juridictions – a amené les titulaires de comptes dans les paradis fiscaux à changer la manière dont ils conservent leur patrimoine.⁴⁴ De même, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) utilise les données du registre d'Open Ownership dans sa base de données analytique sur les multinationales et les sociétés affiliées. Elle vise à fournir de nouvelles informations sur les multinationales et leurs profils mondiaux.



Le groupe multipartite de l'ITIE Ukraine discute de l'importance du contrôle des données figurant dans le registre public

Selon l'OCDE, « il est essentiel de comprendre où se trouvent les entreprises multinationales, comment elles fonctionnent et où elles paient des impôts pour pouvoir élaborer des politiques saines et établir des statistiques macro-économiques fiables ». ⁴⁵

Évaluation de l'efficacité des politiques

Une approche itérative est souvent requise pour assurer une mise en œuvre efficace de la transparence de la propriété, et les analyses de données peuvent soutenir l'amélioration des politiques, des réglementations et des processus des entreprises que les juridictions mettent en place pour promouvoir la transparence de la propriété. Les acteurs politiques peuvent utiliser les données qu'ils détiennent pour aider à comprendre l'efficacité de leurs procédures de divulgation en matière d'appui aux objectifs de politiques de lutte contre la corruption. La société civile et les journalistes peuvent également soutenir cet objectif en utilisant les données publiques pour responsabiliser les gouvernements relativement à leurs engagements à détecter et décourager efficacement la corruption par le biais de réformes.

Par exemple, les sociétés en commandite régies par le droit écossais (Scottish limited partnerships – SLP) – une forme juridique connue pour poser des risques de blanchiment d'argent lié à la corruption⁴⁶ – n'étaient pas tenues de divulguer les informations sur leur propriété effective au Royaume-Uni lorsque le registre de ce dernier a été établi. Alors que le nombre de nouvelles SLP a pratiquement doublé au cours de l'année qui a suivi le lancement du registre et que ces SLP étaient liées aux mouvements d'un total de 80 milliards de dollars américains provenant de la Russie, le gouvernement britannique a intégré les SLP dans le

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

champ d'application des règles de transparence de la propriété effective, et le taux d'établissement de nouvelles SLP a chuté de 80 %.⁴⁷ Ces données indiquent que, pour les personnes physiques, le manque de transparence était un facteur important dans leur choix de recourir à des SLP, et que l'inclusion subséquente de ces dernières dans le champ d'application des divulgations a eu un effet dissuasif. Depuis, les médias ont présenté des tendances similaires soulignant les abus potentiels des sociétés en commandite régies par le droit irlandais et de celles régies par le droit nord-irlandais, qui ne sont toujours pas incluses dans le champ d'application des exigences de déclaration de la propriété effective au Royaume-Uni.⁴⁸

Utilisation des enseignements tirés de l'analyse des données en masse sur les sociétés à responsabilité limitée au Royaume-Uni pour améliorer les politiques de lutte contre le blanchiment d'argent⁴⁹

Des recherches récentes menées par Transparency International UK (TI-UK) ont utilisé des analyses des données en masse sur la propriété de sociétés britanniques à responsabilité limitée (LLP) pour formuler des recommandations à l'intention du gouvernement britannique et renforcer son approche en matière de la lutte contre le blanchiment d'argent. Parmi ces recommandations figuraient des appels à étendre le rôle du Companies House, le registre britannique du commerce et des sociétés, consistant à garantir l'exactitude des données. Pour y parvenir, l'une des mesures prises par le Companies House a été de demander une preuve de l'identité des bénéficiaires effectifs.⁵⁰

L'analyse a couvert plus de 50 affaires de corruption et de blanchiment d'argent qui représentaient approximativement 730 milliards de dollars américains de transactions douteuses impliquant des LLP britanniques.⁵¹ Elle a identifié 8 caractéristiques constituant des signes d'abus potentiels de LLP aux fins de la grande délinquance financière. Lorsqu'ils ont comparé ces caractéristiques avec l'ensemble des LLP fondées au Royaume-Uni, les chercheurs ont observé que plus d'une LLP sur dix (soit plus de 21 000) présentait des caractéristiques « identiques à celles utilisées dans la grande délinquance financière, telles que le versement de pots-de-vin, le détournement de fonds publics et le contournement de sanctions ». Selon les éléments factuels à disposition, les chercheurs estiment l'impact économique de ce réseau de LLP allant de plusieurs dizaines jusqu'à des centaines de milliards de livres sterling.

L'une des caractéristiques identifiées dans l'échantillon de LLP était la présence de schémas spécifiques dans les informations sur la propriété effective. Dans l'échantillon étudié, s'agissant des LLP britanniques dont les données portent sur des personnes exerçant un contrôle substantiel (« Persons of Significant Control » – PSC), « il s'agit souvent d'une personne morale non conforme ou physique basée en Russie, en Ukraine ou dans un État balte ou ailleurs en ex-Union soviétique ».

> suite page 27

L'ensemble des LLP présentaient également des schémas similaires. Les informations publiques sur la propriété effective sont disponibles pour 1 077 de ces LLP.⁵²

Il ressort des divulgations que plus de 80 % des LLP sont liées à des ressortissants non britanniques, dont la moitié sont des ressortissants originaires d'anciens États soviétiques, et la nationalité russe domine dans l'ensemble des données (17 %). Bien que cela ne prouve pas l'existence d'actes répréhensibles, la part des ressortissants d'États postsoviétiques semble anormalement élevée.⁵³

De plus, l'analyse montre des schémas courants de non-conformité parmi les LLP figurant dans les données du registre des personnes exerçant un contrôle substantiel. Les entités juridiques britanniques peuvent être exonérées de l'obligation de divulgation si leurs entités juridiques mères sont déjà tenues de divulguer les informations sur leur propriété effective au Royaume-Uni, de sorte que l'entité déclarante n'est pas tenue de le faire à nouveau. Toutefois, au moins un quart de ces types de dépôts parmi l'échantillon de LLP portaient sur des entreprises basées dans des juridictions secrètes, ce qui signifie que les LLP sont non conformes et que l'identité de leurs bénéficiaires effectifs demeure cachée. Quant aux entités basées au Royaume-Uni qui figuraient dans les données déclarées, celles-ci n'étaient pas toujours assujetties aux exigences de divulgation britanniques. Ainsi, l'analyse a révélé l'existence de problèmes de conformité flagrants dans le régime britannique et a permis à TI-UK de proposer des recommandations politiques spécifiques pour combler ces lacunes.

Analyse des données pour découvrir les risques de corruption systémique

Les données sur la propriété effective divulguées pour satisfaire aux Exigences ITIE pourraient offrir à la société civile des informations qui lui permettraient de mieux comprendre la corruption dans le secteur extractif et d'en assurer un suivi. En l'absence de données structurées, les rapports ITIE aident les utilisateurs à établir des liens entre les données publiques sur la propriété et les informations sur les contrats, les entreprises d'État et les revenus. Ce travail a permis de lancer ou d'éclairer des enquêtes portant sur des transactions spécifiques au Cameroun, en RDC, en Indonésie et au Liberia.⁵⁴ Un plus grand nombre de juridictions produisent désormais des données structurées et les mettent à disposition en masse, ce qui permet aux analystes d'identifier les risques de corruption de façon proactive.

Par exemple, l'organisation de la société civile Directorio Legislativo a récemment lancé une plateforme de détection des cas éventuels de corruption en Colombie, appelée Joining the Dots,⁵⁵ et elle établit actuellement un projet similaire au Nigeria. Le projet cherche à faire ressortir les conflits d'intérêts et d'autres signaux d'alerte parmi les entreprises qui détiennent des licences extractives, en associant les données sur les bénéficiaires effectifs et les PPE aux informations figurant dans les formulaires de déclaration d'actifs. Au Nigeria, le projet

Un effet apparemment dissuasif a été observé après l'élargissement du champ d'application du régime de transparence de la propriété effective au Royaume-Uni pour y inclure les SLP, une forme juridique connue pour poser des risques de blanchiment d'argent lié à la corruption

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

Note d'orientation

utilisera des algorithmes conçus en consultation avec les partenaires locaux, afin d'identifier les facteurs de risques spécifiques au contexte et d'analyser les liens existants entre les entreprises et les PPE. Une analyse des données en masse peut aider à faire ressortir des vulnérabilités structurelles en matière de corruption. L'équipe travaillant sur le projet note que l'absence de déclarations publiques d'intérêts financiers au Nigeria, qui ont été utilisées pour la plateforme en Colombie, rend les informations provenant des registres de propriété effective essentielles.⁵⁶

Le projet utilise les données du registre de l'ITIE Nigeria, ainsi que celles du registre public des bénéficiaires effectifs de la CAC récemment lancé, bien qu'à ce jour les données en masse de ce dernier registre soient encore difficilement accessibles.

D'autres idées de formes innovantes d'analyses des données sont également à l'étude. De nouvelles initiatives visant à relier les données sur la propriété aux sanctions et aux informations sur les biens immobiliers pourraient contribuer à identifier et contrer la kleptocratie et la corruption stratégique – des enjeux qui ont gagné en importance depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.⁵⁷ Dans les pays riches en ressources, les contrats gonflés représentent un moyen connu pour obtenir et distribuer des gains mal acquis provenant de ressources naturelles.⁵⁸ En associant les données ouvertes sur les passations de marchés et les dépenses à des informations structurées sur la propriété, les acteurs de la lutte contre la corruption peuvent être en mesure d'identifier des écarts possibles par rapport aux normes du secteur ou du marché et d'établir l'identité de ceux qui en tirent profit.

○ ————— E

L'établissement de liens entre les données sur la propriété et les sanctions et les informations sur les biens immobiliers pourrait contribuer à identifier et contrer la kleptocratie et la corruption stratégique – des enjeux qui ont gagné en importance depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie

L'importance de la transparence de la propriété effective dans la réduction de la corruption sur l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur extractif

Octroi de contrats et de licences

- Préviens les **conflits d'intérêts** dans les octrois de licences, évite des relations commerciales avec des parties à risque.
- Assure la **conformité** avec les interdictions en matière de propriété applicables aux PPE et les exigences nationales liées à la propriété.
- Détecte l'existence de **conflits d'intérêts** dans les processus d'achat et d'octroi de licences des gouvernements.
- Renforce la supervision des partenaires de consortium minoritaires dans des coentreprises avec des **entreprises d'État** – un risque de corruption majeur.

Production et traitement

- Améliore les processus de **vérification préalable** en soutenant le gouvernement et le secteur dans l'identification et la gestion des risques de réseau et de chaîne d'approvisionnement, y compris les risques de **corruption**.
- Réduit la **corruption** dans les achats à différentes étapes de grands projets.

Commerce de matières premières

- Réduit les **risques de corruption** en détectant l'implication directe ou indirecte de PPE dans des transactions.

Paiements d'impôts et de redevances

- Cible les **produits de la corruption** en luttant contre le **blanchiment d'argent** par la divulgation de l'identité des personnes physiques qui bénéficient des entreprises en dernier ressort.
- Attire les **investissements** en fournissant des informations aux investisseurs et aux analystes pour comprendre les structures fiscales et évaluer les risques politiques.

Gestion et affectation du budget

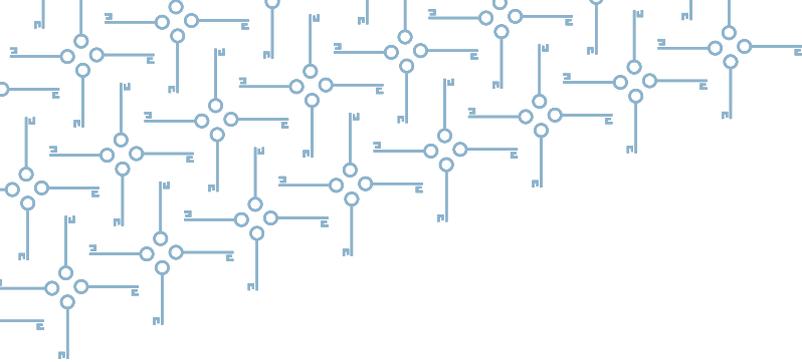
- Préviens les **conflits d'intérêts** dans la gestion des fonds de revenus de ressources naturelles par des tiers.
- Révèle les tentatives de **détournement des produits de la corruption** au travers de sociétés-écrans ou de comptes à l'étranger.

Services et infrastructures pour les citoyens

- Détecte les **risques de corruption** et les **conflits d'intérêts** dans l'application des réglementations en termes de contenu local.
- Permet aux autorités d'enquête et de poursuite d'identifier et de poursuivre des activités criminelles, y compris la **corruption** et d'autres pratiques préjudiciables pour les affaires.

Ce tableau présente la valeur des informations sur la propriété effective dans la réduction de la corruption en montrant des exemples de leur utilisation à différentes étapes de la chaîne de valeur des ressources naturelles. Nombre de ces informations sont transversales et, dans de nombreux cas, les bénéfices indiqués s'appliquent à plusieurs étapes.

Source : adapté de la proposition de projet d'Opening Extractives (non publiée, 2020).



Conclusion et recommandations

La propriété effective a évolué, passant d'un concept de droit fiscal à un concept activement appliqué dans un éventail de domaines politiques, dont la lutte contre la corruption. Les réformes sur la transparence ont permis de mettre les informations sur l'identité des personnes physiques qui possèdent et contrôlent les entreprises en dernier ressort à la disposition de divers acteurs de la lutte contre la corruption, y compris les autorités d'enquête et de poursuite, les cellules de renseignement financier, les banques et d'autres entreprises, les organisations de la société civile et les journalistes d'investigation, ainsi que le public, à des fins de supervision et de redevabilité.

Les données sur la propriété effective font déjà l'objet d'utilisations efficaces et variées dans la lutte contre la corruption. Les informations sur la propriété ont facilité les enquêtes sur la corruption et ont contribué à réduire les risques de corruption en orientant les prises de décisions. L'analyse des données par le biais d'approches innovantes a permis d'obtenir des informations utiles pour orienter la formulation de politiques, la conduite de recherches et la lutte contre la corruption.

Promouvoir une utilisation plus étendue et plus efficace de ces données et faciliter l'innovation sont les prochaines étapes afin de réaliser pleinement la puissance potentielle de cette réforme. Pour y parvenir, les acteurs de la lutte contre la corruption doivent collaborer dans le cadre de la mise en œuvre des cinq recommandations présentées ci-dessous qui contribueront à renforcer l'utilisation des données sur la propriété effective dans la lutte contre la corruption.



1. Établir des registres qui répondent aux besoins des utilisateurs

Environ 120 pays se sont engagés à entreprendre des réformes en faveur de la transparence de la propriété effective, mais moins de la moitié d'entre eux ont mis au point et lancé des registres.⁵⁹ Plus de 50 de ces pays ont pris cet engagement en adhérant à l'ITIE. Pour atteindre le plein potentiel des données sur la propriété effective dans la lutte contre la corruption, il est nécessaire de combler les lacunes de mise en œuvre.

Les cas présentés dans ce document montrent que, pour optimiser l'utilité des registres, ceux-ci doivent répondre aux besoins d'un éventail d'utilisateurs. Par conséquent, les gouvernements doivent concevoir des registres en tenant compte des besoins des utilisateurs et consulter les utilisateurs potentiels tout au long de la mise en œuvre.⁶⁰ Au cours de l'établissement d'un registre, les décisions en matière de conception sont prises à chaque étape – depuis le cadre juridique principal jusqu'aux formulaires de collecte de données, en passant par le niveau

de détail, la régularité des mises à jour, les procédures de contrôle et l'interface d'accès aux données. Toutes ces décisions ont un impact sur l'exploitabilité et l'utilité des données pour détecter et prévenir la corruption. Une approche interinstitutionnelle et consultative est requise pour s'assurer que les registres sont utiles aux principaux groupes d'utilisateurs, notamment les agences gouvernementales, les autorités chargées des marchés publics, les entreprises, les organisations de la société civile et le grand public.

Compte tenu des divergences importantes dans la mise en œuvre, les **organes multilatéraux** et les instances ayant pour mandat l'élaboration de normes doivent renforcer les normes minimales applicables aux informations disponibles sur la propriété. Cela implique également la nécessité de remédier aux failles potentielles dans les réformes, y compris les accords juridiques tels que les trusts, et d'accorder une attention particulière aux divulgations portant sur les secteurs à haut risque, dont le secteur extractif.⁶¹

Les **gouvernements** doivent s'assurer que suffisamment de données sont accessibles à l'ensemble des utilisateurs de données potentiels, sans restriction abusive, et dans un format permettant d'utiliser les données – par exemple, l'accessibilité publique des registres. L'accès à une base restreinte ou moyennant un coût empêche d'atteindre l'objectif de supervision publique, et limiterait considérablement l'utilisation des données par de nombreux acteurs de la lutte contre la corruption, y compris les journalistes et les entreprises. Bien que de nombreuses autorités chargées la mise en œuvre de ces réformes prennent le temps, à juste titre, d'établir un équilibre entre transparence et protection de la vie privée, elles doivent également tenir compte de la diversité des approches établies pour atténuer les effets négatifs potentiels de la publication des données. Les **entreprises** peuvent montrer l'exemple en publiant des informations sur leur propriété effective ainsi que sur celle de leurs partenaires et fournisseurs. La collecte, le stockage et la mise à disposition des informations sur la propriété effective sous forme de données structurées et interopérables facilite de nouveaux types d'analyses, tant pour des utilisateurs avertis que non spécialistes, en permettant aux sites Internet, aux applications et à d'autres outils de traiter directement les données.



2. Sensibiliser et renforcer les capacités en matière d'utilisation des données

Un obstacle potentiel à l'expansion à grande échelle de l'utilisation des données est le manque de compréhension et de sensibilisation relative à la transparence de la propriété effective. Une première analyse récemment menée parmi les pays participant au programme Opening Extractives a révélé l'existence de niveaux divergents de sensibilisation et de compréhension entre différents groupes d'utilisateurs et un degré de compréhension généralement plus faible parmi les utilisateurs potentiels de données par rapport aux autorités gouvernementales chargées de la mise en œuvre des réformes.⁶²

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

Les **gouvernements** et la **société civile** doivent sensibiliser le public à la transparence de la propriété effective et renforcer les capacités des unités de renseignement financier, des autorités d'enquête et de poursuite, des entreprises et des journalistes à utiliser les données contenues dans les registres centraux, à travers l'élaboration de ressources et d'orientations, ainsi que de formations.

Opening Extractives soutient l'utilisation des données pour réduire la corruption⁶³

Opening Extractives s'engage auprès des gouvernements et les soutient dans l'élaboration de réformes sur la transparence de la propriété effective, et le programme investit également dans les futurs utilisateurs des données mises à disposition grâce à ces réformes. Actuellement, le programme appuie cinq projets en vue d'encourager l'utilisation des données dans les pays participants :

- En Argentine, l'organisation de la société civile Fundeps⁶⁴ promeut la transparence dans le secteur des minéraux, en partenariat avec Red Ruido, en enquêtant sur la propriété et la gestion d'entreprises d'extraction de lithium et en menant d'autres activités de responsabilisation et de plaidoyer.
- En Mongolie, le Mongolian Data Club⁶⁵ forme les journalistes à l'utilisation d'une plateforme de données qu'il a créée pour enquêter sur les contrats d'achat d'entreprises d'État minières et il actualise et améliore actuellement la plateforme afin de renforcer la redevabilité et la bonne gouvernance des ressources naturelles.
- Au Nigeria, Policy Alert,⁶⁶ en partenariat avec Tax Justice Network Africa, met en œuvre un projet d'enquête sur les bénéficiaires effectifs de quatre entreprises pétrolières et gazières et sur leur implication dans des accords de swap de pétrole brut. En partenariat avec une organisation nigériane locale, le projet Directorio Legislativo⁶⁷ réplique également sa plateforme Joining the Dots pour faciliter la comparaison des données sur les bénéficiaires effectifs d'entreprises, les PPE et les entreprises détenant des licences extractives, afin de générer des signes d'alerte en matière de corruption.
- En Zambie, le Centre for Trade, Policy and Development⁶⁸ s'appuie sur les données existantes concernant la propriété effective provenant de l'Agence zambienne d'enregistrement des brevets d'invention et des entreprises ainsi que sur d'autres sources d'information pour établir une plateforme en ligne contenant des données sur les principaux acteurs du secteur de l'extraction cuprifère.



3. Investir dans l'innovation

Aux côtés du **secteur privé**, les journalistes et d'autres acteurs de la **société civile** montrent l'exemple avec des approches innovantes permettant de croiser les informations sur la propriété effective avec d'autres sources de données, afin de générer de nouvelles informations, des outils et des mécanismes de signalement d'alertes qui pourraient être utilisés pour détecter et prévenir la corruption. Par exemple, le registre d'Open Ownership permet aux utilisateurs de rechercher en un seul point des données structurées sur plus de 8 millions d'entreprises provenant de plus de 200 juridictions, et propose des instruments tels qu'un outil de visualisation de données pour aider les utilisateurs à établir les liens existants entre des personnes physiques et des entreprises. Les **bailleurs**, les **gouvernements** et les **entreprises** peuvent aider les organisations, les projets et les personnes physiques qui utilisent les données sur la propriété effective à faire avancer les innovations dans les efforts de lutte contre la corruption.



4. Intégrer l'utilisation des données dans les processus existants et nouveaux

L'extension à grande échelle de l'utilisation des données sur la propriété effective implique leur intégration dans les processus existants tels que les procédures de vérification des tiers. Les **entreprises** doivent intégrer l'utilisation des données sur la propriété effective dans leurs processus existants de diligence raisonnable et de gestion des risques, y compris ceux liés aux fournisseurs, aux vendeurs, aux distributeurs et aux autres partenaires commerciaux, ainsi que dans les évaluations des droits de l'homme. Cela nécessite des politiques d'entreprise solides sur la sélection des partenaires, en appliquant des normes établies pour décider avec qui faire des affaires.⁶⁹

Il est également essentiel que les **gouvernements** intègrent la transparence et l'utilisation d'informations sur la propriété effective dans les processus politiques existants et nouveaux tels que la transition énergétique. Les pays et entreprises du secteur extractif, en particulier l'extraction de combustibles fossiles, intègrent déjà un tel standard. La transition énergétique verra apparaître de nouvelles chaînes d'approvisionnement et l'ouverture de nouveaux marchés de minéraux. Les pays produisant les matériaux essentiels dont dépendent ces systèmes, y compris le cuivre, le lithium et le nickel, seront probablement confrontés à des problèmes de corruption similaires à ceux qui ont été observés par le passé dans les secteurs des industries extractives et des énergies non renouvelables. En conséquence, il est essentiel que les gouvernements renforcent la transparence de la transition énergétique en adoptant et en promouvant la transparence de la propriété effective ainsi que la transparence des contrats et des paiements. Les informations sur la propriété effective doivent être divulguées par l'ensemble des entreprises, notamment celles qui sont impliquées dans les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques et en énergies renouvelables.⁷⁰

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

[Note d'orientation](#)

L'adoption de mesures de transparence, outre les processus de contrôle de la propriété effective de tiers, aidera à empêcher les élites politiques de s'emparer d'avantages indus. Ces réformes doivent également être étendues pour inclure le financement de la lutte contre le changement climatique et les fonds de projets d'énergie verte.



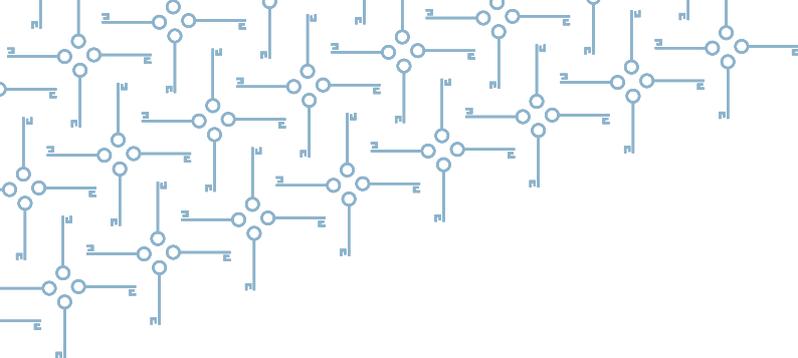
5. Renforcer la durabilité des réformes

Une préoccupation majeure pour un grand nombre de pays à faible revenu porte sur la manière de financer ces réformes et de couvrir les coûts de gestion d'un registre central des bénéficiaires effectifs. Les **bailleurs** doivent fournir des fonds de démarrage, selon les besoins, afin d'établir et de mettre en œuvre ces registres. Les **bailleurs et les organisations internationales** doivent promouvoir les échanges entre pairs et l'innovation pour partager des approches économiquement rentables en matière de transparence de la propriété effective et appliquer des solutions moins coûteuses. La collecte, le stockage et la mise à disposition de données structurées et interopérables réduisent les dépenses courantes de publication, d'utilisation et de gestion des informations.

Il est possible d'intégrer directement des données structurées dans les processus existants que l'on peut facilement automatiser. Les **gouvernements** doivent s'appuyer sur des systèmes numériques afin de réduire les coûts opérationnels – par exemple, en appliquant des processus automatisés pour contrôler certains aspects des données. Pour assurer la longévité des réformes, les **organisations internationales** et d'autres acteurs fournissant une assistance technique doivent veiller à ce que les connaissances soient transférées aux acteurs locaux.

Davantage de recherches sont requises sur les modèles de financement de registres qui ne limitent pas l'utilisation des données – par exemple, en facturant aux entreprises des frais de création et de dépôt plutôt que de faire payer les utilisateurs de données. Les **bailleurs** doivent soutenir ce type de recherche sur la transparence de la propriété effective, parallèlement à d'autres questions à plus long terme – par exemple, la manière de traiter les entreprises d'État et les fonds d'investissement dans les régimes de divulgation. Pour faciliter les analyses et maximiser l'utilisation des données sur la propriété effective, les bailleurs doivent également soutenir des améliorations dans d'autres ensembles de données tels que les registres fonciers et registres patrimoniaux qui sont souvent croisés aux données sur la propriété effective dans le cadre de la lutte contre la corruption.

Les progrès réalisés dans la transparence de la propriété effective ont connu d'importantes avancées en peu de temps. De nombreux pays sont actuellement à un moment critique pour exploiter le plein potentiel de ces données en vue de prévenir et de détecter la corruption, et passer de l'engagement à la mise en œuvre ainsi que de l'utilisation des données à leur impact.



Notes finales

- 1 National Intelligence Council, 2021. *Global Trends 2040: A More Contested World*. Récupéré depuis le site <https://www.dni.gov/index.php/gt2040-home/emerging-dynamics>.
- 2 Open Ownership, n.d. « The Open Ownership map: Worldwide commitments and action » (La carte d'Open Ownership : les engagements et l'action à l'échelle mondiale). Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/map/>.
- 3 Les Principes d'Open Ownership pour une divulgation efficace (« Principles for Effective Disclosure ») offrent un cadre de mise en œuvre de réformes qui génèrent des données applicables et utilisables dans un vaste éventail d'applications politiques des données sur la propriété effective. Voir : Open Ownership, 2021. « Principles for Effective Beneficial Ownership Disclosure » (Principes pour une divulgation efficace de la propriété effective). Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/principles/>.
- 4 Voir : Markle, A., 2022. *Lever le voile sur les propriétaires réels des entreprises : le rôle de la transparence de la propriété effective dans la transition énergétique*. Note d'orientation, ITIE et Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/publications/shining-a-light-on-company-ownership-the-role-of-beneficial-ownership-transparency-in-the-energy-transition>.
- 5 Voir, par exemple : Follow the Money, n.d. Page d'accueil. Récupéré depuis le site <https://followthemoney.net>.
- 6 Ezeigbo, C.E., Kiepe, T. et Russell-Prywata, L., 2021. *Early impacts of public registers of beneficial ownership: United Kingdom* (Premiers impacts des registres publics des bénéficiaires effectifs : Royaume-Uni). Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/publications/early-impacts-of-public-registers-of-beneficial-ownership-uk>.
- 7 White, A. et Milligan, E., 21 décembre 2020. « Jailed Banker's Wife Loses Final Appeal on U.K. Asset Freeze ». *Bloomberg*. Récupéré depuis le site <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-12-21/jailed-banker-s-wife-loses-final-appeal-on-u-k-asset-freeze>.
- 8 Elle persiste à nier tout acte répréhensible. Voir : Bentham, M., 14 juin 2022. « £16m Harrods big spender 'should be given her jewels back' ». *Evening Standard*. Récupéré depuis le site <https://www.standard.co.uk/news/london/harrods-big-spender-zamira-hajiyeva-jailed-banker-husband-jewellery-b1005995.html>.
- 9 Celui qui est devenu un ancien député a contesté les allégations et les décisions de la Cour de justice ; en mars 2022, il a été relevé de ses fonctions, voir : Light, F., 1er avril 2022. « Zelensky sacks 'traitor' generals ». *The Times*. Récupéré depuis le site <https://www.thetimes.co.uk/article/zelensky-sacks-traitor-generals-wbqkrr06r>. Transparency International Ukraine, 27 octobre 2021. « Kyva's UAH 1.2 mln to be transferred to state budget ». Récupéré depuis le site <https://ti-ukraine.org/en/news/kyva-s-uah-1-2-mln-to-be-transferred-to-state-budget> ; Markle, A., 2022. *Early impacts of public beneficial ownership registers: Ukraine* (Les premiers impacts des registres publics de bénéficiaires effectifs : Ukraine). Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/publications/early-impacts-of-public-beneficial-ownership-registers-ukraine>.
- 10 Département des Affaires, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle, Royaume-Uni, 2019. *Review of the implementation of the PSC Register*. Document de recherche numéro 2019/005 du Département des Affaires, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle, pp. 32 à 34. Récupéré depuis le site https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/822823/review-implementation-psc-register.pdf
- 11 Kiepe, T., 2021. *Rendre publics les registres centraux des bénéficiaires effectifs*. Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/fr/publications/rendre-publics-lesregistres-centraux-des-beneficiaires-effectifs/>.
- 12 Adebayo, T. H., 1er septembre 2022. « Pandora Papers: New UK law to end secret property investments by Nigerians, others ». *Premium Times*. Récupéré depuis le site <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/551733-pandora-papers-new-uk-law-to-end-secret-property-investments-by-nigerians-others.html>.
- 13 Voir : Open Ownership, n.d. Registre d'Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://register.openownership.org>.
- 14 Entretien avec quatre membres du personnel du Département juridique et politique et du Département du suivi et de l'analyse, Centre de renseignement financier de la Zambie, 11 octobre 2022.
- 15 Organised Crime and Corruption Reporting Project, n.d. « About OCCRP Aleph ». Récupéré depuis le site <https://aleph.occrp.org/pages/about>.
- 16 Entretien avec un membre du personnel du projet OCCRP, 6 octobre 2022.

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

Note d'orientation

- 17 Baquero, A., Jaccard, N. et Ruiz, I., 2021. « Gone with the Wind: Argentina's Former First Family Used Luxembourg Companies to Reap 70\$ Million ». Récupéré depuis le site <https://www.occrp.org/en/openlux/gone-with-the-wind-argentin-as-former-first-family-used-luxembourg-companies-to-reap-70-million> ; gouvernement du Luxembourg, n.d. Luxembourg Business Registers, Registre des bénéficiaires effectifs, « LARES CORPORATION S.A. SPF B210512 ». Récupéré le 3 juillet 2019 depuis le site <https://www.lbr.lu/mjracs-rbe/jsp/secured/IndexActionSecured.action> ; entretien avec un journaliste d'enquête affilié à l'OCERP, 29 septembre 2022.
- 18 Voir : Registre des bénéficiaires effectifs du Luxembourg, n.d. « Registre des bénéficiaires effectifs ». Récupéré depuis le site <https://www.lbr.lu/mjracs-rbe>.
- 19 Baquero, A., Jaccard, N. et Ruiz, I., 2021. « Gone with the Wind: Argentina's Former First Family Used Luxembourg Companies to Reap 70\$ Million ».
- 20 L'expression « demande d'informations » est une traduction du terme espagnol « exhorto » utilisée par la personne interrogée, que l'on peut également traduire par « commission rogatoire ». Voir : Organisation des États américains, n.d. « Inter-American Convention on Letters Rogatory ». Récupéré depuis le site <https://www.oas.org/juridico/english/treaties/b-36.html>.
- 21 InfoCuria Jurisprudence, 22 novembre 2022. « Arrêt de la Cour dans les affaires conjointes. C-37/20 et C-601/20 ». Récupéré depuis le site : <https://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?mode=DOC&pageIndex=0&docid=268842&part=1&doclang=FR&text=&dir=&occ=first&cid=44668> ; Registre de bénéficiaires effectifs, 22 novembre 2022. Warnings. Récupéré depuis le site <https://www.lbr.lu/mjracs-rbe/jsp/>.
- 22 Okunbor, E. et Kiepe, T., 2021. *Beneficial ownership data in procurement* (Les données sur la propriété effective dans les marchés publics). Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/publications/beneficial-ownership-data-in-procurement>.
- 23 Pitman, R. et Toroskainen, K., 2020. *Les dessous des projets extractifs : pour un suivi des fournisseurs de biens et services du secteur*. Institut de gouvernance des ressources naturelles. Récupéré depuis le site https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/beneath_the_surface_fr.pdf.
- 24 Okunbor, E. et Kiepe, T., 2021. *Beneficial ownership data in procurement* (Les données sur la propriété effective dans les marchés publics).
- 25 Knack, S., Biletska, N. et Kacker, K., 2017. *Deterring Kickbacks and Encouraging Entry in Public Procurement Markets: Evidence from Firm Surveys in 88 Developing Countries* (Décourager les pots-de-vin et encourager l'entrée sur les marchés publics : éléments factuels d'enquêtes auprès d'entreprises dans 88 pays en développement). Banque mondiale. Récupéré depuis le site <https://documents1.worldbank.org/curated/en/817871496169519447/pdf/WPS8078.pdf>.
- 26 Kiepe, T., Russell-Prywata, L. et Ponsford, V., 2020. *Early impacts of public registers of beneficial ownership: Slovakia* (Premiers impacts des registres publics des bénéficiaires effectifs : Slovaquie). Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/publications/early-impacts-of-public-registers-of-beneficial-ownership-slovakia> ; Pugh, S.A., 22 juin 2022. « Connecting beneficial ownership data and public procurement in Kenya » (Relier les données sur la propriété effective aux marchés publics au Kenya). Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/news/connecting-beneficial-ownership-data-and-public-procurement-in-kenya>.
- 27 Commission européenne, 2020. « Outil de notation des risques ARACHNE ». Récupéré depuis le site <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=325&intPagelId=3587&langId=fr>.
- 28 Ibid.
- 29 Gillies, A., 2019. *Le rôle de l'ITIE dans la prévention de la corruption*. ITIE Récupéré depuis le site <https://eiti.org/fr/documents/le-role-de-litie-dans-la-prevention-de-la-corruption>.
- 30 ITIE, 2019. « Exigence 2.5 Propriété effective ». *La Norme ITIE 2019*. Récupéré depuis le site https://eiti.org/fr/exigences-itie#_5-propri%C3%A9t%C3%A9-effective-11808.
- 31 Entretien avec deux membres du personnel du Département du suivi et de la coordination, du Département de la recherche et du Département de la durabilité, Office du cadastre minier du Nigeria, 24 octobre 2022 ; entretien avec l'ingénieur Obadiah Simon Nkom, directeur général de l'Office du cadastre minier du Nigeria dans le « New digital mining cadastral system for Nigeria » (Un nouveau système de cadastre minier numérique pour le Nigeria) par Laura Cornish, le 24 octobre 2022. *Mining Review Africa*. Récupéré depuis le site <https://www.youtube.com/watch?v=WluRjXjOszg> ; Nzor, E., 9 mars 2022. « Cadastre office generates N9.384bn in three years, says Nkom ». *The Guardian*. Récupéré depuis le site <https://guardian.ng/business-services/cadastre-office-generates-n9-384bn-in-three-years-says-nkom/>.
- 32 Pour des informations complémentaires, consulter : Lakhani, S., 2022. *The use of beneficial ownership data by private entities* (L'utilisation des données sur la propriété effective par les entités privées). Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/publications/the-use-of-beneficial-ownership-data-by-private-entities/>.

- 33 Petrobras, n.d. « Procedure for Due Diligence of Integrity (DDI) of Petrobras ». Récupéré depuis le site <https://transpetro.com.br/lumis/portal/file/fileDownload.jsp?fileId=40289086815E32410182654B547F1D>.
- 34 Lakhani, S., 2022. *The use of beneficial ownership data by private entities* (L'utilisation des données sur la propriété effective par les entités privées).
- 35 Entretien avec l'ancien responsable du développement d'entreprise d'une multinationale qui fabrique des équipements miniers, 22 novembre 2022.
- 36 Kollwe, J., 21 juin 2022. « Glencore pleads guilty to bribery related to African oil operations ». *The Guardian*. Récupéré depuis le site <https://www.theguardian.com/business/2022/jun/21/glencore-african-oil-operations>.
- 37 « Seismic Change Needed at Glencore Following a Decade of Corruption » (Après dix années de corruption, Glencore a besoin d'un changement profond), 18 juillet 2022. NRGi. Récupéré depuis le site <https://resourcegovernance.org/news/seismic-change-needed-glencore-following-decade-corruption>.
- 38 Glencore, n.d. « Joint Venture beneficial ownership ». Récupéré depuis le site <https://www.glencore.com/who-we-are/transparency/joint-venture-beneficial-ownership> ; Glencore, n.d. « Our approach to transparency ». Récupéré depuis le site <https://www.glencore.com/who-we-are/transparency>.
- 39 Glencore, 2022. *Ethics and Compliance Report 2021*. Récupéré depuis le site https://www.glencore.com/.rest/api/v1/documents/a80dbf3261d315ce78ab82b9c7a30627/GLEN-Compliance-Report_2021.pdf.
- 40 Markle, A., 2022. *Early impacts of public beneficial ownership registers: Ukraine* ; YouControl, n.d. « RuAssets », page d'accueil. Récupéré depuis le site <https://ruassets.com/> ; YouControl, *Identifying hidden beneficiaries who may carry financial and reputational risks* [séminaire en ligne] (27 septembre 2022).
- 41 Au moment de rédiger ce document, l'accès au Registre national unifié des entités juridiques, des entrepreneurs individuels et des formations civiques en Ukraine a été suspendu compte tenu de la guerre avec la Russie.
- 42 Voir, par exemple : YouControl, 2017. « How a YouControl user avoided the loss of UAH 300,000 and a lawsuit ». Récupéré depuis le site <https://youcontrol.com.ua/en/cases/yak-rozpiznaty-nedobrosovisnoho-kontrahenta-za-15-khvylyn>.
- 43 Cette étude a reposé sur un ensemble de données fuitées et de données provenant du registre public des bénéficiaires effectifs du Luxembourg.
- 44 Bomare, J. et Le Guern Herry, S., 2022. *Will we ever be able to track offshore wealth? Evidence from the offshore real estate market in the UK* (Serons-nous un jour en mesure d'assurer un suivi des richesses à l'étranger ? Éléments factuels du marché étranger de l'immobilier au Royaume-Uni). Document de travail n° 4 de l'EU Tax Observatory. Récupéré depuis le site https://www.dropbox.com/s/ogww2lellc034b2/Jeanne%20Bomare_BLGH_June2022_EUTOWP.pdf?dl=0.
- 45 OCDE, 2021. « Mesurer les entreprises multinationales ». Récupéré depuis le site <https://www.oecd.org/fr/sdd/stats-echanges/mesurer-les-entreprises-multinationales.htm> ; le registre d'Open Ownership utilise des données réelles sur la propriété effective de plus de 8 millions d'entreprises et permet au public de rechercher et d'analyser les données. Voir : Open Ownership, n.d. Registre d'Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://register.openownership.org/>.
- 46 Leask, D. et Smith, R., 27 mars 2017. « Scots shell companies used to launder 4£ billion out of Russia ». *The Herald*. Récupéré depuis le site <https://www.heraldscotland.com/news/15183346.scots-shell-companies-used-to-launder-4-billion-out-of-russia/>.
- 47 « Crackdown plan on Scottish limited partnerships » (29 avril 2018). *BBC*. Récupéré depuis le site <https://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-business-43935839> ; Global Witness, 2019. « Hard Data on Lessons Learned from the UK Beneficial Ownership Register » (Données concrètes sur les enseignements tirés du registre des bénéficiaires effectifs au Royaume-Uni). Récupéré depuis le site https://www.globalwitness.org/documents/19733/GW.Fact_Sheet_on_UK_Register_Data_for_US.May302019_w0hQoid.pdf.
- 48 Higgins, R. et Donnelly, B., 18 juin 2022. « Inside the Secretive World of Irish Limited Partnerships ». *Bellingcat*. Récupéré depuis le site <https://www.bellingcat.com/news/2022/06/18/inside-the-secretive-world-of-irish-limited-partnerships/>.
- 49 Transparency International UK, 2022. *Partners in Crime: Analysing the potential scale of abuse of limited liability partnerships in economic crime*. Récupéré depuis le site <https://www.transparency.org.uk/sites/default/files/pdf/publications/Partners%20in%20Crime%20-%20Transparency%20International%20UK.pdf>.
- 50 Des mesures visant à contrôler l'identité des bénéficiaires effectifs ont été incluses dans le projet de loi sur la criminalité économique et la transparence des entreprises introduit en septembre 2022. Voir : Parlement britannique, « Economic Crime and Corporate Transparency Bill », projet de loi 154 2022-23, initié dans la Chambre des communes, Session 2022-2023 (8 novembre 2022). Récupéré depuis le site <https://bills.parliament.uk/bills/3339>.

Qui est bénéficiaire ?

Utilisation des données sur la propriété des entreprises pour détecter et prévenir la corruption

Note d'orientation

- 51 Les sociétés britanniques à responsabilité limitée (LLP) sont des entités juridiques britanniques qui offrent une responsabilité limitée aux deux partenaires – par exemple, une protection en cas de négligence ou d'acte répréhensible de la part de leur partenaire – et d'autres avantages utilisables dans la criminalité économique, tels que le faible coût de création et les exigences de déclaration superficielles.
- 52 L'échantillon utilisé dans l'analyse des données sur la propriété effective provenant du registre des personnes exerçant un contrôle substantiel (PSC) était limité, car les exigences de déclaration de la propriété effective ne sont entrées en vigueur qu'en juin 2016. Une grande part des activités de création de LLP douteuses ont eu lieu entre 2002 et 2015, y compris un grand nombre de LLP actives pendant moins de quatre ans.
- 53 TI-UK a indiqué que du fait des problèmes de qualité des dépôts auprès du Companies House, il avait été difficile de comparer cette proportion avec l'ensemble des entreprises.
- 54 Gillies, A. 2019. *Le rôle de l'ITIE dans la prévention de la corruption*.
- 55 Pour des informations complémentaires, consulter : Joining the Dots, n.d. Page d'accueil. Récupéré depuis le site <https://peps.directoriolegislativo.org/>.
- 56 Entretien avec un membre du personnel de Directorio Legislativo, 5 octobre 2022.
- 57 Concernant les sanctions, voir, par exemple : Open Sanctions, n.d. Page d'accueil. Récupéré depuis le site <https://www.opensanctions.org> ; concernant les biens immobiliers, voir, par exemple, Adebayo, T. H., 1er septembre 2022. « Pandora Papers: New UK law to end secret property investments by Nigerians, others ». *Premium Times*. Récupéré depuis le site <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/551733-pandora-papers-new-uk-law-to-end-secret-property-investments-by-nigerians-others.html> ; concernant la kleptocratie, voir, par exemple : Agence des États-Unis pour le développement international, 2022. *Dekleptification Guide: Seizing Windows of Opportunity to Dismantle Kleptocracy*. Récupéré depuis le site https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/USAID_Dekleptification_Guide_FINAL.pdf.
- 58 Gillies, A. 2019. *Le rôle de l'ITIE dans la prévention de la corruption*.
- 59 Open Ownership, n.d. « The Open Ownership map: Worldwide commitments and action » (La carte d'Open Ownership : les engagements et l'action à l'échelle mondiale). Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/map/>.
- 60 Voir : Thom Townsend, 2020. *Effective consultation processes for beneficial ownership transparency reform* (Processus de consultation efficaces pour la réforme sur la transparence de la propriété effective). Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/publications/effective-consultation-processes-for-beneficial-ownership-transparency-reform/>.
- 61 Les Principes d'Open Ownership en matière de divulgation efficace de la propriété effective offrent un cadre de mise en œuvre de réformes qui génèrent des données applicables et utilisables dans le plus vaste éventail d'applications politiques des données sur la propriété effective. Voir : Open Ownership, 2021. « Principles for Effective Beneficial Ownership Disclosure » (Principes en matière de divulgations efficaces de la propriété effective). Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/principles/>.
- 62 Markle, A., 2022. « Opening Extractives Baseline Analysis » (Analyse de référence de la transparence du secteur extractif) [non publié]. ITIE et Open Ownership.
- 63 Pour des informations complémentaires, consulter : Rialet, J., 2022. « Three continents, five projects, one goal: Improving extractives transparency » (Trois continents, cinq projets, un objectif : amélioration de la transparence du secteur extractif) [blogue]. Open Ownership. Récupéré depuis le site <https://www.openownership.org/en/blog/three-continents-five-projects-one-goal-improving-extractives-transparency>.
- 64 Fundeps, n.d. Page d'accueil. Récupéré depuis le site <https://fundeps.org/en/home>.
- 65 Centre de la politique commerciale et du développement (CTPD), n.d. Page d'accueil. Récupéré depuis le site <https://ctpd.org.zm>.
- 66 Mongolian Data Club, n.d. Page d'accueil. Récupéré depuis le site <http://www.dataclub.mn>.
- 67 Policy Alert, n.d. Publications [page Facebook]. Récupéré depuis le site <https://www.facebook.com/PolicyAlertNG>.
- 68 Directorio Legislativo, n.d. Page d'accueil. Récupéré depuis le site <https://directoriolegislativo.org/en>.
- 69 Voir, par exemple, les recommandations 3.1 et 3.2 de : NRGI, 2022. *Anticorruption guidance for partners of state-owned enterprises* (Orientations sur la lutte contre la corruption à l'intention des partenaires d'entreprises d'État). Récupéré depuis le site https://soe-anticorruption.resourcegovernance.org/files/anticorruption_guidance_for_partners_state_owned_enterprises.pdf.
- 70 Pour des informations complémentaires sur les contributions possibles de la transparence de la propriété effective à la transition énergétique, voir : Markle, A., 2022. *Lever le voile sur les propriétaires réels des entreprises : le rôle de la transparence de la propriété effective dans la transition énergétique*.

Contact

-  Rådhusgata 26, 0151 Oslo, Norvège
-  +47 222 00 800
-  openingextractives@eiti.org



**Opening
Extractives**

Déverrouiller les
données sur les
bénéficiaires effectifs

Mis en œuvre conjointement par l'ITIE et Open Ownership

eiti

**Open
Ownership** 